« *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous.* »

VOIX OUVRIERE

POUR LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE

FEVRIER 1966 — N° 58 — Paraît toutes les deux semaines — 0,50 F

LA "NOUVELLE" POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE

APRES sept semaines de travail et consultations sans exclusive, Debré a reçu aussi bien les représentants patronaux que la C.G.T. elle-même, le ministre des Finances et de l'Economie vient de révéler les intentions à caractère social du gouvernement.

Tenter de concilier les uns et les autres sans sortir du cadre fixé par le V[e] Plan, cela demandait du doigté et de solides qualités d'illusionniste. Debré en est totalement dépourvu. Tout le monde est déçu, paraît-il. Les patrons car ils n'ont pas obtenu la « vérité des prix ». Les syndicats car ils ne peuvent même pas chiffrer approximativement l'objectif des prochaines luttes revendicatives pour l'augmentation des salaires.

Ne peuvent être déçus que ceux qui se faisaient des illusions ou qui feignaient d'en avoir.

Debré ou Giscard d'Estaing — la personnalité des ministres n'intervient que dans la présentation des projets et non dans leur fond — la politique du gouvernement ne peut que rester conforme aux intérêts généraux du Capital.

On y retrouve en effet toutes les mesures prévues dès juillet en faveur du Capital. A savoir de nombreux et substantiels allègements fiscaux au profit des entreprises et de leurs actionnaires et l'aménagement de différents systèmes de crédit. L'accent est mis sur les investissements et sur la part que représente dans cet effort l'autofinancement des entreprises.

La mesure la plus nouvelle — préparée elle aussi dès juillet — prévoit qu'une Commission sera chargée d'étudier un projet de loi garantissant « la participation des travailleurs à l'enrichissement de l'appareil économique du pays ». Attention, il ne s'agit pas de distribuer des actions à titre individuel aux salariés. Les fonds resteraient à la disposition de l'entreprise pour ses investissements, seuls les dividendes seraient versés soit à des caisses mixtes (patron — syndicats) au niveau de l'entreprise, soit à une caisse nationale qui constituerait un fonds de retraite complémentaire. Les avis sont très partagés. Il faut encore trois mois de travail pour découvrir la formule adéquate qui permettra aux ouvriers de devenir des actionnaires.

Dans l'immédiat et comme prévu, relèvement du SMIG indexé désormais sur les 259 articles (plus favorable à l'ouvrier que l'ancien barème), du SMAG, réduction des zones de salaires de 8 à 6, les vieux auront 100 F de plus par an (!) et autres broutilles de cet acabit. C'est tout !

Ah si, autre chose ! Le Plan Debré prévoit un abaissement de 60 à 56 heures de la durée hebdomadaire maximale du travail.

Allons, le premier pas est fait vers le retour progressif aux 40 heures !

Il n'y a rien là qui intéresse les travailleurs, même pas un semblant d'amélioration, même pas une de ces miettes que le patronat lâche de temps en temps. Le blocage des salaires est maintenu. Les discussions au sommet entre ministres et syndicats n'ont rien donné, même pas une justification de principe.

Il ne restera plus aux syndicats qu'à proposer aux travailleurs des luttes revendicatives pour « arracher »... ce qui est prévu par le V[e] Plan, c'est-à-dire entre 3 et 4 % par an.

Mais il y a une inconnue. Cette inconnue c'est le mécontentement et la détermination des travailleurs.

En fait, c'est leur capacité de lutte qui conditionnera l'avenir et non le plan du gouvernement. Si le rapport de force s'inverse, ce sont les travailleurs qui seront en mesure d'imposer leurs objectifs et de modifier l'avenir en fonction de leurs intérêts et de leur garantie.

Editorial des Bulletins d'Entreprise

SAINT-DOMINGUE RESISTE TOUJOURS

LA situation n'est plus « calme » à Saint-Domingue. Le 9 février, la police tirait sur une manifestation pacifique d'étudiants et de lycéens et faisait des morts et des blessés. En réaction, de nouvelles manifestations et une grève générale d'une semaine dans la capitale s'étendant aux grandes villes du pays, ont montré à l'ensemble du monde que la population de Saint-Domingue, sauvagement martyrisée par les troupes U.S. en avril, mai et juin dernier, n'a pas dit son dernier mot et est toujours décidée à se battre.

Quand les troupes américaines intervinrent en avril dernier, venant à l'aide des militaires extrujillistes pour vaincre un mouvement de masses réclamant le retour au pouvoir de l'ex-président Juan Bosch, ce fut le massacre. 20 000 hommes, des marines — les troupes d'élite de la répression — furent débarqués et le bilan se solda par plusieurs milliers de morts du côté des insurgés qui, fin mai, furent délogés, rue par rue, maison par maison, de leurs derniers retranchements.

Après la « semaine sanglante », les négociations commencèrent, qui couvrirent le bruit des dernières fusillades. L'intervention des forces américaines fut légalisée par l'O. E. A. : on leur adjoignit quelques officiers supérieurs latino-américains et le tout baptisé « force interaméricaine » fut chargé de tout faire rentrer dans « l'ordre » en permettant l'établissement d'un gouvernement civil. Ce gouvernement, enfin installé sur les cadavres de mai, épaulé par les troupes d'intervention, décida d'éloigner les leaders les plus en vue des camps insurgés et réactionnaires.

Si le chef des insurgés, le colonel Camano, accepta le poste d'attaché militaire à l'ambassade dominicaine de Londres, les militaires d'extrême-droite refusent de quitter le pays et, la tête haute, ils narguent le « gouvernement civil ». Ce dernier qui fait si ouvertement preuve de sa détermination contre les manifestants, discute, temporise, essaie de convaincre les militaires. Et les troupes américaines occupent toujours le pays !

De cette situation, la presse bien pensante, l'opinion mondiale ne s'émeuvaient pas et c'était silence sur Saint-Domingue : la situation semblait « normale, apaisée » par l'occupation militaire. Aujourd'hui, la presse, le pape s'inquiètent, non pas qu'un pays puisse être occupé militairement de cette façon depuis près d'un an, mais de ce que malgré cela la population ne soit pas encore matée. Et c'est avec raison qu'ils s'inquiètent car cela prouve que l'intervention militaire la plus féroce ne peut écraser à jamais un peuple luttant pour sa liberté et, à côté du Vietnam, Saint-Domingue en est un autre exemple.

F. BRYON

LE VIET-NAM discuté à Washington

TANDIS que, chaque jour, dans les rizières et la jungle du Sud Vietnam, l'armée américaine s'enfonce un peu plus dans la guerre, aux Etats-Unis le gouvernement se débat comme un beau diable pour justifier sa politique.

Coincé par les exigences du gouvernement de Saïgon qui réclame l'intensification de l'effort de guerre américain, emprisonné dans une politique dont le développement logique implique l'envoi d'un nombre toujours plus grand de soldats dans le Sud-Est asiatique, le gouvernement américain doit, de plus en plus, tenir compte d'une opinion américaine qui commence à s'inquiéter d'une guerre dont elle commence à ressentir les effets — les appels sous les drapeaux vont tripler en 1965-66, et les pertes en hommes des troupes américaines sont beaucoup plus sérieuses que ne le prévoyait Washington. L'équipe de Johnson se répand à travers le monde, multipliant les déclarations les plus contradictoires.

Personne ne prend au sérieux Johnson quand il déclare : « Nous ne le cédons en rien à personne pour ce qui est de notre désir de paix » ou quand le vice-président U.S. H. Humphrey proclame la volonté des Américains de gagner au sud Vietnam la bataille économique et sociale. Car la grossière et puérile propagande yankee dissimule mal l'intensification de l'effort de guerre américain. Car ,en même temps qu'il proteste de ses intentions pacifistes et humanitaires, Johnson informe la Commission des forces armées de son intention d'envoyer 600.000 hommes au Sud Vietnam avant la fin de l'année. Les véritables mobiles de la politique américaine, le général Maxwell Taylor les exprime sans fard quand il déclare devant une commission sénatoriale que l'action des U.S.A. vise à prouver que les guerres de libération peuvent être très chères, très dangereuses, qu'elles ne se terminent pas par une victoire communiste. C'est ce que les Marines ont été prouver à Saint-Domingue, c'est ce que l'armée U.S. tente désespérément de prouver au Sud Vietnam. L'impérialisme américain s'érige en gendarme prêt à voler aux quatre coins du monde pour faire régner l'ordre impérialiste quand les masses le contestent. Mais ce rôle, il a de plus en plus de difficultés à le tenir. Et les masses vietnamiennes qui tiennent actuellement en échec les 200.000 soldats américains, peuvent tenir face à une armée de 600 000 hommes, l'impérialisme français n'a pu, avec 500 000 hommes, en Algérie, réduire le F.L.N.

De même, les U.S.A. ne peuvent espérer remporter une victoire militaire sur le Vietnam.

Et c'est cette impasse de la politique actuelle dans le Sud-Est asiatique qu'exprime l'opposition de certains sénateurs à Johnson.

Ce n'est pas qu'ils se soucient des inquiétudes de la population. Ce n'est pas que ces politiciens soient de farouches pacifistes. Ils ont approuvé comme les autres l'intervention militaire au Vietnam. Et le secrétaire d'Etat à la Défense, Mac Namara, a beau jeu de leur rappeler leur attitude passée et de leur reprocher leur vocation si tardive.

L'un d'eux, dans un accès pour le moins surprenant de sincérité, a déclaré : « Nous sommes tous complices de ce que nous reprochons au gouvernement. Il y a six ou sept ans que j'aurai dû parler comme je parle aujourd'hui. Il y a trois ans que notre commission aurait dû s'occuper sérieusement du Vietnam. » Complices, ils le restent. Mais il s'agit pour l'appareil politique américain de ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier. La résistance des masses vietnamiennes a fermé l'issue à une solution militaire, il faut donc préparer une éventuelle solution, négociée, et par la même occasion y préparer l'opinion tout en évitant que ce soit la pression de cette « opinion » qui l'impose. Dans la comédie qui se joue actuellement au Sénat américain, les censeurs de Johnson tiennent le rôle du compère.

André VIAL

Les problèmes de la reconstruction de la IV[e] Internationale

AINSI que nous l'avons annoncé dans notre dernier numéro, certaines organisations ayant appartenu à la IV[e] Internationale et aujourd'hui regroupées au sein du Comité International, après avoir constaté que celle-ci n'existait plus, ont entrepris de la reconstruire.

Le Comité International envisage dans ce but une réunion préparatoire dans le courant de l'année. « Voix Ouvrière » a été invitée, à titre consultatif, à participer à cette réunion ainsi qu'à la discussion préparatoire.

Nous tenons à la disposition de tous nos lecteurs le texte de la « déclaratoin » du Comité International ». (Ce texte a été envoyé gratuitement à tous nos abonnés.)

Nous espérions commencer la publication de notre contribution à la discussion, mais nous ne sommes pas en mesure de le faire dès ce numéro. Cependant, nous le rappelons, la réunion du Cercle Léon Trotsky du 28 février sera consacrée à cette question.

V.O.

POUR LA RECONSTRUCTION DE LA 4[e] INTERNATIONALE

Texte de la résolution du Comité International soumise à la discussion pour la conférence internationale.

Prix : 1 F (à la librairie du Cercle Léon Trotsky, dans nos permanences ou auprès de tous nos vendeurs).

Envoi franco contre 4 timbres à 30 cts ou virement de 1,20 F à notre C.C.P. M. SCHROEDT - 9424-78 - Paris.

La condamnation Siniavski-Daniel

SINIAVSKI et DANIEL, les deux écrivains soviétiques, ont été condamnés. L'un à cinq ans, l'autre à sept années de travaux forcés. Leur crime — car tel était le terme du jugement — est d'avoir écrit ce qu'ils ressentaient et d'avoir publié ce qu'ils ont écrit.

Le procès s'est déroulé à huis-clos. Aucun représentant de la presse étrangère, pas même stalinienne, n'a été admis. Et, dans les comptes rendus de l'Agence Tass ou des **Izvestia**, les deux professeurs de littérature apparurent comme de dangereux agitateurs osant « calomnier et dénigrer le régime politique et social de l'U.R.S.S. ».

Alors, la « justice » soviétique a frappé. Et elle a frappé dur. Car aucune indulgence n'est de mise envers « les ennemis de la patrie ». Le verdict a été applaudi par la salle. Par une salle choisie, triée sur le volet.

Non, en Union Soviétique, il n'y a pas de place pour des Siniavski, pour des Daniel. Il n'y a pas de place pour les écrivains qui osent proclamer que l'art doit « traduire l'expérience vécue par chacun, exprimer la réalité telle que chacun la voit. »

Le bureaucrate imbécile et borné qui faisait office de juge a lancé au visage de Daniel : « Mais pourquoi n'avez-vous pas choisi Babylone au lieu de notre peuple russe ? » Car, voyez-vous, en Union Soviétique on est libre d'écrire. Libre d'écrire sur Babylone, sur l'Egypte antique, ou sur l'Empire Inca. A condition qu'on n'y décèle point d'allusion au pré-

● Lire la suite en page 5

A PARIS

La prochaine réunion du

Cercle Léon Trotsky

aura lieu le :

LUNDI 28 FEVRIER, à 20 h. 30, Palais de la Mutualité, Salle D, 1[er] étage, 24, rue Saint-Victor, Métro : Maubert-Mutualité, sur le sujet :

LA RECONSTRUCTION DE LA IVème INTERNATIONALE

Nota : Cette réunion n'est pas publique. Entrée uniquement sur invitation.

DANS LES ENTREPRISES

A LA "RHODIA" A BESANÇON

Grève et Lockout

RHODIACETA est la plus importante usine de Besançon : 3 150 personnes y sont employées, dont 1 700 ouvriers travaillant en équipes de 8 h. Ce sont ces derniers qui ont fait grève pendant plus d'une semaine. L'usine est l'une des sept usines Rhodiaceta de France, dépendant du trust Rhône-Poulenc.

L'usine de Besançon fabrique du fil de nylon et de tergal, la matière première arrivant de Lyon.

L'usine s'est installée depuis peu et a attiré à elle une main-d'œuvre locale tentée par les « salaires Rhodia », un peu plus élevés que ceux pratiqués ailleurs et notamment dans l'horlogerie. La possibilité de travailler en équipe de 8 heures, a également intéressé nombre de petits agriculteurs de la région bisontine qui, leur journée terminée (ou leur nuit !), s'en retournent travailler sur leur lopin de terre.

Cependant, la combativité des ouvriers est élevée. Les grèves y sont relativement fréquentes et déterminées. Les ouvriers de la Rhodia font figure de « bagarreurs » par rapport aux travailleurs des Compteurs, de Weil, de Kelton ou de Lip. Plus de 40 % des ouvriers sont syndiqués, se répartissant à peu près également, entre la C.G.T. et la C.F.D.T. Si, par contre, l'on se réfère aux voix se portant sur les syndicats aux différentes élections, la C.F.D.T. est nettement majoritaire (1).

L'usine fonctionne sans arrêt, en « feu continu ». Les machines ou « métiers » de filature ou d'étirage, fonctionnent en permanence. Si, en cas de grève, par exemple, les métiers s'arrêtent, il faut plusieurs jours, selon les types de métiers, pour les remettre en marche. Et, pour « des impératifs techniques », soi-disant, la direction ne réintègre les travailleurs que par fractions successives. C'était du moins le cas jusqu'en 1964, où, fin juin début juillet, une grève importante s'est déroulée, à la suite d'une de ces éternelles réunions centrales à Paris entre la direction et les délégués de toutes les entreprises Rhodiaceta qui ne donnent jamais rien, les militants restés à Besançon déclenchèrent le mouvement, sans attendre la journée revendicative commune aux différentes usines, prévues par les organisations syndicales. Les ouvriers firent grève pendant huit jours, sans obtenir satisfaction sur les revendications posées au départ, mais obtinrent une victoire sur la réintégration simultanée de tout le personnel. « TOUS OU PERSONNE » fut le slogan de cette semaine de grève. Et, pour la première fois, la direction dut céder sur ce point important.

1965 fut une année relativement « calme ». Et nous en arrivons aux événements actuels. Depuis quelques mois, les conditions de travail dans certains ateliers où travaillaient les équipes s'étaient progressivement dégradées. Aux filatures du nylon, notamment, la direction avait réduit le même personnel tout en maintenant le nombre de machines. Aux étirages, elle avait imposé diverses tâches nouvelles de manutention aux conducteurs de machines.

Les conditions techniques du travail se prêtent assez facilement à l'augmentation des cadences. Les ouvriers, d'un jour à l'autre, ne travaillent pas sur le même type de fil ou sur le même métier. Selon le calibre du fil qui sort des filières, les bobines vont se remplir en deux ou en huit heures. C'est dire que les « temps » sont variables et rendent ainsi toute comparaison d'une machine à l'autre particulièrement difficile.

Le mercredi 9 février, vers 2 heures du matin, les ouvriers de la filature nylon, n'arrivant plus à suivre le rythme imposé, quittent spontanément le travail, entraînant la plus grande partie des 400 ouvriers de l'équipe. La direction refuse de recevoir les délégués présents.

A 4 heures, l'équipe suivante, l'équipe A, reprenait le travail normalement. Une entrevue direction-délégués se tient vers 14 heures, et ne donne aucun résultat important, si ce n'est la suppression provisoire du « pastillage », c'est-à-dire du collage d'une étiquette en forme de pastille, sur les « coops », sortes de grandes bobines autour desquelles s'enroule le fil, pour les ateliers d'étirage. Aussi, à partir de 17 h. 15 jusqu'à 18 heures, les travailleurs de l'équipe B, qui avaient relevé à midi l'équipe A, quittent l'usine.

Jusque-là, la production n'était pas gravement perturbée. Une partie des machines, surtout à l'étirage, peuvent continuer à tourner seules pendant plusieurs heures. Le plus gros problème était celui des filatures qui ne doivent jamais s'arrêter ; mais les cadres pouvaient les faire fonctionner, tout au moins à vide, dans la mesure où les bobines avaient été changées juste avant le départ.

Le samedi après-midi, un militant C.G.T. fait voter aux travailleurs la continuation de la grève, aucune revendication n'étant vraiment satisfaite. Ces revendications portaient toutes sur les conditions de travail : pas plus d'une machine par ouvrier aux filatures, suppression définitive du pastillage à l'étirage, réduction du taux d'humidité dans un autre atelier (selon les préparations, certaines conditions de chaleur et d'humidité sont nécessaires, rendant certains postes de travail particulièrement pénibles), etc... Les gars décident, en outre, de passer de deux à quatre heures d'arrêt de travail, mais la date du prochain arrêt n'est pas précisée.

LA DIRECTION BRUSQUE LES CHOSES...

Dans la nuit du samedi au dimanche, l'équipe A cesse le travail, ayant appris que 19 ouvriers étaient licenciés provisoirement. Cette fois, les ouvriers sortent sans avoir remplacé les bobines. Et, à 4 heures du matin, l'équipe suivante trouve les portes fermées. C'est le lock-out. Un comité de lock-out est constitué où entrent les délégués, des syndiqués et des non-syndiqués auxquels s'adjoindront par la suite des représentants des autres équipes. Mais, en fait, ce comité ne fonctionnera jamais véritablement.

A 11 heures, les portes sont de nouveau ouvertes pour l'entrée de l'équipe D, qui doit avoir lieu à midi. Mais seuls 80 % des ouvriers sont invités à entrer, les autres ne pouvant être repris avant le vendredi suivant 18 au soir. Le directeur en personne vient le dire aux ouvriers massés devant l'usine. Aucun incident n'est à signaler, mais les travailleurs, sur l'intervention d'un militant de la C.G.T., votent contre la reprise du travail. Pratiquement, personne ne rentre.

La même décision sera votée par les équipes suivantes au cours de meetings organisés par les syndicats.

Ainsi s'engage l'épreuve de force jusqu'au rendez-vous fixé par la direction au vendredi suivant. La grève est suivie par la quasi totalité des ouvriers. A partir du lundi, 400 lettres d'avertissement, dont la direction dira par la suite qu'il s'agissait de simples « mises en garde » sont envoyées à des travailleurs.

Pendant plussieurs jours, la grève continue, pleinement suivie par les ouvriers. Grève assez paradoxale. D'une part, en dehors des meetings tenus aux heures où devraient théoriquement entrer les équipes, il n'y a aucune véritable organisation de la grève. Pas de comité de grève. Le comité de lock-out ne se réunit qu'irrégulièrement et se réduit à la réunion d'une poignée de militants. Pas de piquets de grève. En 1964, les piquets avaient entraîné des bagarres entre grévistes et non-grévistes, et personne n'est très chaud pour en remettre en place. Par ailleurs, les travailleurs en 2×8 et ceux de la normale ne sont pas appelés à débrayer ; les militants estiment que ces ouvriers sont traditionnellement moins combattifs que ceux des 4×8 et craignent que si une partie d'entre eux entrent dans la lutte, ils ne « lâchent » très vite, démoralisant les ouvriers « feux continus ».

D'autre part, du moins du côté de la C.G.T., les positions défendues sont cohérentes et témoignent d'un incontestable esprit de combativité. Quelles sont-elles ?

1. Nous ne rentrerons que « tous ensemble ».

2. Nous n'accepterons aucune sanction, quelle qu'elle soit.

3. Nous ne rentrerons que si les revendications portant sur les charges de travail sont satisfaites, sinon ce ne serait qu'une victoire « morale », qui nous ramènerait à la situation d'avant le mouvement.

4. Nous exigeons le paiement des heures de lock-out, et nous nous considérons comme tous lock-outés par la direction.

Ici, apparaît une autre contradiction de la grève. Celle qui oppose, en fait, la C.G.T. et la C.F.D.T., et qui n'éclatera publiquement que le dernier soir de la grève. Pour les leaders C.G.T., il s'agit d'exiger de la direction le paiement des heures de grève, la grève n'étant, du moins depuis dimanche matin, qu'un lock-out de fait et le refus de lock-out. Mais les délégués C.F.D.T. ne parlent guère de ce point dans leurs interventions. Le jeudi, au cours d'un meeting commun, en ville, Castella, leader de la C.F.D.T., dévoilera le fond de sa pensée en précisant qu'il faut demander à la direction le paiement des heures de lock-out de l'équipe C, lock-outée dans la nuit du dernier dimanche. Et il parlait ainsi à la tribune juste au-dessus d'une banderole portant l'inscription : « 1966 : 1700 ouvriers de la Rhodia lock-outés... ! »

Au cours de ce même meeting, d'ailleurs, le représentant de F.O., dont l'organisation est pour ainsi dire négligeable dans l'usine fait voter les présents (un millier environ) sur la question : « Quels sont ceux qui ne veulent pas rentrer, si nous n'entrons pas tous en même temps, et sans sanction ? » Personne n'est pour reprendre le travail individuellement et avec sanctions. Alors tout le monde vote la motion. Tout le monde vote pour, évidemment. Mais les conditions de la reprise exigées par la C.G.T. (satisfaction des revendications sur les charges de travail, paiement des heures de lock-out) ont été laissées délibérément aux oubliettes. Et bien que l'orateur de la C.G.T. ait, dans son intervention (il avait parlé le premier) amorcé ces deux questions, il se laissa déborder par les autres syndicats qui s'empressèrent de lever la séance pour inviter les gars à... défiler en ville.

En réalité, ces frictions et ces contradictions s'expliquent par les militants syndicaux eux-mêmes. D'un côté à la C.G.T., une équipe de militants assez indépendants de l'appareil de l'union locale - le lendemain soir, ils défendront contre l'avis de travail, de l'autre, à la C.F.D.T., position de ne pas reprendre le travail. De l'autre, à la C.F.D.T., l'influence dominante d'un militant, lui aussi assez indépendant, tribun populaire, sachant utiliser au bon moment des phrases sonores et du style : « Nous n'ayons pas fait le pigeon pendant huit jours pour rentrer demain tout... plumés ! » Bref, un orateur sachant utiliser la démagogie pour désarmer les travailleurs.

Vendredi soir, c'est l'heure de la décision. A 20 heures, se tient le meeting décisif. Le conseil syndical C.G.T. de l'usine a décidé unanimement d'appeler à la continuation de la grève, malgré la C.F.D.T. Un militant prend la parole pour présenter les avantages acquis : engagement de la direction à améliorer les conditions de travail ; annulation des fameuses lettres de « mise en garde » ; paiement de 4 heures à l'équipe lock-outée (ce qui permettra à Castella de parler d'une grande victoire) ; d'autre part, la direction ne tiendra pas compte de la grève dans le calcul des primes et des congés.

Il précise que les améliorations des conditions de travail ne sont pas définitives, qu'elles pourront être remises en cause par la direction, et que, d'autre part, c'est tous les ouvriers qui doivent avoir le paiement des heures de lock-out, qu'il faut donc continuer.

Castella intervient ensuite pour dire que ce serait folie de continuer. Nous avons obtenu « une grande victoire ». Il faut s'en tenir là et rentrer. Le représentant de F.O. explique qu'il faut reprendre le travail et dit : « Ceux qui veulent rentrer, dites-le... » Quelques dizaines de mains se lèvent sur 1 000 gars. Beaucoup hésitent. L'orateur F.O. poursuit en disant que la majorité veut rentrer (?). Le militant de la C.G.T. tente de reprendre la parole, mais c'est le brouhaha : des militants C.F.D.T. crient, déjà, plusieurs dizaines de travailleurs rentrent dans la boîte. Finalement, la majorité rentre. Près d'une centaine de gars de l'équipe, qui devaient entrer (sur 400) n'ont pas repris le travail.

A l'entrée suivante, à 4 heures du matin, les ouvriers reprennent le travail. La grève est terminée.

G. DESMOINES

(1) D'une façon plus générale, l'influence de la C.F.D.T. à Besançon est importante. Chez Lip aussi, par exemple, elle est majoritaire.

N.D.L.R. — Le lock-out Rhodiaceta Besançon a provoqué des grèves de solidarité aux deux usines Rhodiaceta de Lyon. L'une d'elles a été elle-même lock-outée une journée.

A LA RÉGIE RENAULT

La grève de 2 h et la manifestation du 15 février

LE mardi 15 février les ouvriers de la Régie Nationale des Usines Renault ont été appelés par les syndicats CGT-CGT - FO - CFDT à un débrayage de deux heures et à un meeting commun aux trois organisations. Ce genre de mouvement n'avait pas eu lieu depuis la dernière « journée d'action » du secteur public et nationalisé du 11 décembre 1964 et les syndicats n'avaient plus guère trouvé de terrain d'entente. Depuis cette date aussi s'étaient multipliés dans l'usine les appels à des débrayages partiels, catégoriels et tournants, peu préparés et en général suivis à contre cœur par peu d'ouvriers.

Or, le 11 février, 120 régleurs-décolleteurs d'une partie du département 55 avaient entamé une grève illimitée pour appuyer de revendications catégorielles (1). Depuis ce jour l'ensemble des ouvriers regardent avec sympathie ce mouvement, sans pourtant se sentir concernés par l'action de leurs camarades. Nombreux ont été ceux qui donnèrent aux collecteurs du « 55 », quêtant place Nationale, à l'entrée principale des usines. Mais leur soutien n'a pas été au-delà de ce que proposaient les syndicats et les ouvriers du « 55 » eux-mêmes Aussi en débrayant le 18 juin les travailleurs de la Régie avaient-ils le sentiment d'épauler un peu leurs camarades du « 55 ». Le mouvement avait été assez bien préparé et, chose peu commune, une annonce avait même été faite dans les cantines.

Après le repas on a vu les ouvriers des différents secteurs se rassembler devant les principaux bâtiments rue E. Zola, rue Y.-Kermen, et surtout place Nationale où déjà les régleurs du « 55 » étaient regroupés autour de leurs pancartes. Les équipes du matin avaient débrayé deux heures avant la fin du travail et assisté à un meeting.

Dès 14 h 10 le premier cortège venant de la place Nationale arrivait place de l'Eglise devant les bâtiments de la direction du personnel dont le perron était transformé en tribune. En tête marchaient les grévistes du « 55 » applaudis par leurs camarades déjà massés sur la place. A 14 h 15 l'orateur de la C.G.T. prit la parole. Il fut suivi par ceux de la C.F.D.T. et de F.O.

Si chaque discours fut applaudi l'opinion générale des travailleurs fut que « c'était la même chose que d'habitude ». Les trois orateurs développèrent les mêmes thèmes principaux : défense des salaires, unité syndicale, rappel des mouvements des chantiers navals, appel à participer à une réunion intersyndicale de la métallurgie parisienne, et la journée d'action de la corporation ; chacun d'eux bien sûr ne manqua pas de saluer les travailleurs du département « 55 ». Seul celui de la CFDT se hasarde à dire que pour obtenir satisfaction il ne faudrait pas craindre de toucher à la prime anti-grève (1), sans d'ailleurs donner plus de précisions. L'orateur de la F.O. fut interrompu par de vigoureux applaudissements quand il lança que 1966 serait un nouveau 36.

On apprenait alors qu'une délégation des apprentis avait été reçue par la direction, et que cette dernière venait de faire fermer les grilles du centre d'apprentissage afin d'éviter que les jeunes se mêlent aux grévistes. Des voix proposèrent « on devait tous aller forcer les portes », mais à la tribune les discours continuaient. Le délégué du comité de grève du « 55 » affirmait sa volonté de lutte et remerciait les travailleurs pour les soutiens financiers reçus.

Une résolution fut alors proposée et la manière dont elle fut

● suite page 3

Chez Renault, devant la Direction du Personnel et des Relations sociales.

● suite de la page 2

votée donna le ton exact de la manifestation telle que l'avaient voulue les syndicats. Pendant près de 5 minutes l'orateur énuméra une série de revendications générales et catégorielles qui toutes se caractérisaient par leur manque de précision. Le plus grave sans aucun doute fut que cette résolution restait muette sur les moyens qui forceraient la direction à satisfaire ces revendications. Aucune proposition d'action ne fut soumise aux grévistes et la résolution fut votée à l'unanimité mais dans l'indifférence. Pendant sa lecture, d'ailleurs, les responsables du meeting avaient commencé à former le cortège, montrant par là le peu d'importance qu'ils accordaient à la chose.

Pendant une heure les 8 à 10.000 grévistes présents au meeting défilèrent en un ordre impeccable dans les rues de Billancourt, tandis que la police faisait patienter les automobilistes. Après avoir fait le tour de la mairie, déposé la résolution chez l'inspecteur du travail le cortège reprit le chemin de l'usine. Sur l'avenue du Général-Leclerc le conducteur d'un camion de la Régie se fit quelque peu chahuter verbalement, seule manifestation de colère de tout le mouvement.

A 16 h tous les ouvriers avaient réintégré leurs ateliers. Tous, sauf les 120 du « 55 ». *regonflés* certes par l'affluence au meeting, qui quittèrent leurs camarades en scandant : « et la lutte continue ». Que la lutte continuait pour eux c'était évident. Il était évident aussi qu'ils restaient seuls.

Aucun mot d'ordre n'ayant été lancé, le mouvement du 15 février, comme tous ceux du même ordre organisés par les syndicats depuis 10 ans, ne peut en fin de compte que démoraliser les travailleurs. Et ceci d'autant plus sûrement que certains d'entre eux se font encore des illusions sur « l'unité » et les perspectives qui elle peut offrir.

Les syndicats d'ailleurs ont parfaitement enregistré cet état d'esprit. Dans un tract diffusé à l'ensemble de l'usine la C.G.T. met les points sur les i : après avoir présenté le mouvement du 15 comme «l' échec le plus sévère infligé à la direction et au patronat » (?) il annonce la préparation d'un « mouvement plus puissant » en l'occurrence un débrayage et une manifestation de deux heures le 24 février, donc rien de plus que le 15.

Et la C.G.T. de conclure : « *Supposer en effet que les puissants mouvements éclatent spontanément, serait faire une grosse erreur qui nous priverait des succès futurs* ». (Souligné dans le texte).

Le 15 février les ouvriers de Renault ont montré en partie leur force, ils en ont été conscients. Les syndicats, le texte cité le montre, vont essayer de la canaliser dans des mouvements sans lendemain. L'échec presque certain de la grève illimitée du « 55 », leur servira d'argument pour justifier les grèves tournantes (2). Mais nombreux sont cependant les ouvriers, syndiqués ou non, qui se rendent compte de cette attitude. Et ce sera peut-être là indirectement le seul résultat positif de la grève.

Jean MARECHAL.

(1) Voir V.O. n° 53.

(2) A l'heure où nous écrivons, les travailleurs du « 55 » sont encore en grève mais on parle d'une reprise probable du travail lundi 21.

« La journée nationale d'action de la chimie » du 15 février...

TELLE QU'ELLE S'EST TRADUITE DANS LES TROIS PLUS GROSSES USINES CHIMIQUES DE LA REGION PARISIENNE

LES 11 et 12 janvier s'est réunie une commission paritaire dans le cadre de l'Union des Industries Chimiques. A cette commission, après discussion, les patrons ont été amenés à proposer 4,25 % d'augmentation le 11 au soir ; et le 12 au matin, la délégation patronale retirait ses propositions et reportait la discussion au 17 février.

Avant la réunion du 17, les fédérations des différents syndicats ont organisé une journée d'action comme elles en ont le secret, pour le mardi 15 février. L'Humanité du 16 titrait en première page « Pour les salaires, grévistes par milliers hier dans l'industrie chimique ». Mais même en recherchant à travers toute la France les usines qui avaient participé à la mascarade, le communiqué était maigre, et pour cause.

ROUSSEL-UCLAF

A UCLAF, c'est la C.G.T. qui, dans un tract, annonce l'échec des commissions paritaires des 11 et 12 janvier. Ce tract contient également le texte de l'appel interfédéral qui précise les revendications communes aux trois fédérations : C.G.T. - C.F.D.T. - F.O. :

- *2,80 F de l'heure de salaire minimum au coefficient 100 ;*
- *0,25 F l'heure d'augmentation des salaires réels au coefficient 100 ;*
- *réduction du temps de travail et le retour aux 40 heures payées 48 ;*
- *le libre exercice des droits syndicaux à l'intérieur de l'entreprise.*

A quelques jours de là, la C.F.D.T. ayant rencontré les responsables C.G.T. et F.O. de l'usine, dit espérer une action dans l'unité pour le 15 février. Mais tout doit être fait dans le cadre de l'appel interfédéral.

Le premier février, la section F.O. de l'usine parle un tout autre langage : l'ensemble de la section est contre une augmentation hiérarchisée favorisant encore une fois les hauts salaires. Ce qu'elle propose c'est une revendication d'augmentation uniforme des salaires de 150 F par mois pour tous « du manœuvre au cadre ». Et devant son désaccord avec les responsables C.G.T. et C.F.D.T. elle propose d'organiser un référendum pour consulter l'ensemble du personnel de l'usine sur les revendications qu'il veut défendre et sur les moyens qu'il s'engage à employer pour les faire aboutir.

A cela le secrétaire C.G.T. répond par une lettre ouverte. Sa position est claire : il est d'accord, lui, avec sa fédération, le contraire eut été fort étonnant, et dans la mesure où il est d'accord pourquoi consulterait-on le personnel ? Les syndicats ne sont-ils pas les seuls capables de juger ce qu'il est bon de faire faire aux travailleurs ?

Et c'est dans cet esprit que les deux bureaux syndicaux, C.G.T. et C.F.D.T., demandent à certains secteurs de fabrication d'envoyer des délégués à une réunion pour savoir ce qu'ils ont l'intention de faire. En fait ils leur sera seulement demandé, si pour soutenir les revendications mises en avant par les fédérations ils ont l'intention de faire quelque chose. Ils ne seront pas consultés sur la revendication elle-même. Volontairement de nombreux secteurs de l'usine, jugés sans importance dans l'affaire, ne seront pas consultés. Rien d'ailleurs ne sera décidé lors de ces réunions. Et c'est « dans l'unité » que quelques « responsables » syndicaux décidaient que le travail ne commencerait qu'à 9 h le 15 février, les uns faisant ainsi un débrayage de 2 h 30, les autres de 30 minutes, les équipes de soirée, rien du tout : c'est ça l'unité !

Voilà pourquoi, une fois de plus c'est une poignée de travailleurs qui était réunie sur le terrain de sports mardi. Et c'est cette poignée qu'on a fait voter sur les revendications !

Mais c'est cela que C.G.T. et C.F.D.T. appellent « un bon départ » !

RHONE-POULENC

Les travailleurs ont été prévenus le 12 qu'il y avait une réunion paritaire, par une note dans le panneau C.F.D.T. qui disait : « Réunion de l'U.T.C. Propositions patronales : 4,25 %. La discussion continue ».

Ceci alors que les patrons avaient déjà rompu !

Avant, aucun tract, aucune information, personne n'était au courant de la réunion avec les patrons.

Après la rupture des marchandages entre syndicats et patrons, les syndicats se sont livrés à de violentes polémiques ; surtout le syndicat « indépendant » qui n'attend que des occasions de ce genre que les autres ne manquent pas de lui fournir pour enfoncer les autres organisations qu'il dit politisées. Le syndicat indépendant bien sûr prêche la « voix de la raison » qui aurait consisté à signer bien vite un accord et à dire merci !

— Il y a eu des réactions diverses de la part des syndicats et surtout, ce qui comblait les staliniens, un accord entre les quatre : CGT-FO-CFDT et CGC sur un texte de lettre remis à la direction. La lettre disait que si les propositions patronales présentées le 11 au soir et retirées le 12 au matin avaient été maintenues, c'est une augmentation des salaires de 4,25 % qui aurait concerné Rhône Poulenc, donc, comme nous avons eu une augmentation de 2 % en décembre à valoir sur les augmentations générales à venir, les patrons, s'ils étaient gentils, devraient nous donner encore 2,25 %

Evidemment ces phrases ne firent pas donner satisfaction aux ouvriers et n'effaceront pas la gifle qu'avaient reçu les syndicats à la commission paritaire. Les patrons étant arrivés à leur but : monter les ouvriers contre les syndicats en faisant retomber sur eux la rupture des négociations. Aussi la CGT et la CFDT firent quelques efforts sans résultat pour essayer de déclancher une gré-grève de manière à montrer au patron qu'ils étaient encore capables de canaliser le mécontentement des ouvriers.

Concrètement la CGT annonçait à une réunion syndicale (où participaient très exceptionnellement une vingtaine de personnes) que la CGT et la CFDT allaient faire des visites de secteurs communes. Quand on sait que pratiquement, les délégués des syndicats quels qu'ils soient passent le gros de leurs heures n'importe où mais surtout pas dans les ateliers, la décision démontrait une volonté de faire quelque chose. Et quand dans les ateliers où les labos un délégué était questionné par les camarades de travail, il répondait on va faire quelque chose !

La CFDT qui pourtant à notre connaissance n'est pas encore passée du côté des révolutionnaires annonçait : « Les revendications ne sont pas à attendre d'une réunion autour du tapis vert, c'est dans les bureaux et dans les ateliers qu'elles seront obtenues ».

Le 11 février, un tract intersyndical CGT - CFDT - FO annonçait : « les résultats de la réunion paritaire du 17 février seront d'autant meilleurs qu'ils auront été précédés par l'action ».

C'était maintenant évident, les syndicats allaient lancer un mot d'ordre — sans consulter personne bien sûr — et sur des revendications auxquelles l'énorme majorité du personnel est allergique : revendications hiérarchisées, 40 h payées 48 (ou 44 suivant les formulations).

Puis, plus rien jusqu'au lundi 14, la veille de la journée nationale d'action où la CGT seule appelle à un débrayage après avoir copieusement arrangé tous ceux qui ne sont pas d'accord avec elle : « Les travailleurs ne sont pas dupes des mensonges des dirigeants du syndicat-maison dit indépendant et de ceux des diviseurs de « Voix Ouvrière » et « Démocratie Ouvrière ». Ils désapprouvent le manque d'esprit d'unité de la majorité de la section CFDT de l'usine de Vitry, sa répugnance à préparer sérieusement l'action, le manque de conviction et d'initiative dont plusieurs délégués de cette organisation ont fait preuve » etc.

Comment s'étonner que dans ces conditions il n'y ait eu que 150 personnes participant au débrayage ? Dans certains ateliers, c'est collectivement et en pleine connaissance de cause que les ouvriers ont décidé de ne pas participer au débrayage en disant tout net qu'ils ne voulaient pas être pris pour des imbéciles et que si la C.G.T. voulait décider toute seule de la grève, elle n'avait qu'à la faire toute seule.

KODAK

CHEZ Kodak, les organisations syndicales n'ont pas participé à la journée du 15 février. Elles sont en effet en désaccord avec leurs fédérations sur l'opportunité de telles journées d'action et en général sur la nécessité de luttes quelconques car elles estiment qu'il est possible d'aboutir par la discussion avec le patron, en douceur. En un mot elles préconisent ouvertement la collaboration de classe. Leur revendication en matière de salaires se chiffre à 3 % d'augmentation de pouvoir d'achat par an. Kodak ayant lâché 3 % (et 1 heure de diminution du temps de travail) en janvier, elles se déclarent satisfaites pour cette année.

Un tract CGT - CFDT du 15 février déclare : « nul doute que ce jour-là, des millions de travailleurs de la chimie, dans toute la France, débrayent pour leurs revendications dont nous sommes solidaires ». Mais il ajoute : « en ce qui nous concerne, chez Kodak, une importante réunion, courant janvier, avec la direction a permis de faire progresser sensiblement l'ensemble de nos revendications ».

Le 15 février une entrevue a cependant eu lieu avec la direction pour poser deux revendications concernant les travailleurs des fabrications :

1° Incorporation de la prime de rendement individuel dans le salaire de base.

2° Réduction du temps de travail pour les femmes, et pour celles en équipe suppression du travail le samedi sans perte de salaire (celles-ci travaillent un samedi sur deux soit une semaine 40 h et l'autre 48 heures).

Résultat : la direction va étudier le problème et donnera sa réponse dans deux ou trois semaines. Les travailleurs de Kodak peuvent dormir sur leurs oreilles car « la CGT et la CFDT de Vincennes seront extrêmement vigilantes et mettront tout en œuvre pour faire appliquer, s'il était nécessaire, les solutions qui s'imposent ».

Il faut noter, en passant, qu'au moins à Kodak, les syndicats sont conséquents, et que, pour obtenir des miettes, ils se contentent de discuter sans faire faire aux travailleurs des grèves « tournantes » inutiles.

●

Les travailleurs de l'industrie chimique, comme les autres, n'ont pas d'organisation à eux. Les syndicats traditionnels prétendent que les seules chances de succès sont dans l'unité au niveau des fédérations. Ils en arrivent à oublier tout le reste, et surtout ceux pour qui ils prennent des décisions.

Cette fois, l'unité comme l'entendent les bureaucrates était réalisée. Toutes les fédérations étaient d'accord. Donc si leur raisonnement était juste, la journée du 15 février aurait du être une journée de grève totale dans l'industrie chimique. Pourtant, elle a été un fiasco complet.

C'est que, quelque chose pèche quelque part, et les unions, les papiers, les beaux discours n'effacent pas la réalité : en 1966 pour qu'une grève soit menée à bien, il faut encore que les ouvriers soient d'accord pour y participer. Ceci les syndicats le savent, mais ils refusent de mobiliser vraiment les travailleurs en les faisant décider eux-mêmes des revendications et des luttes à mener, car ils savent aussi que si les luttes de la classe ouvrière se décident démocratiquement, ils y perdent leurs places de bureaucrates.

LA SEYNE, PORT-DE-BOUC, CHASSE, etc...

Fermetures d'entreprises impasse du réformisme

AUX Chantiers navals de La Seyne, le déficit s'accroit. Les Forges et Chantiers de la Méditerranée sont sous le coup de déposer leur bilan et même, d'une quinzaine sur l'autre, le personnel n'est pas assuré de sa paye, 135 entreprises sous-traitantes licencient.

— A Port-de-Bouc (Chantiers et Ateliers de Provence), les travaux qui restent à effectuer sur le « Provence » ne constituent qu'une trève et le problème de la crise de ces chantiers reste entier.

— Dans la région lyonnaise, dépôt de bilan et menace de fermeture d'ici un mois des Hauts-fourneaux de Chasse (706 travailleurs représentant, avec leur famille, 3 000 personnes). Projet semblable pour l'Arsenal d'Irigny, les usines Zenith, Fiat...

On parle de « crise des chantiers navals », de problèmes locaux » et le gouvernement a, de toute évidence, intérêt à temporiser, à minimiser la question ; mais, en fait ,il ne s'agit pas là d'incidents malheureux et qui ne seraient qu'accidentels. On se souvient de l'émotion soulevée par la fermeture des mines de Decazeville et on sait que le problème de la fermeture des mines est général, comme en ont encore témoigné récemment les manifestations ouvrières du Limbourg, en Belgique. En ce qui concerne les chantiers navals, le problème n'est pas limité non plus à la France.

Le capitalisme tente de se moderniser : le bouleversement des modes de transport et des sources d'énergie l'amène à laisser couler des entreprises qui, depuis longtemps déjà, n'étaient plus « rentables » à ses yeux. Car le « problème » est là, en réalité. A propos des Hauts-Fournaux de Chasse (qui ,datant de 1873, sont plus que périmés dans les conditions de production actuelles), Debré, en visite en Lyon a déclaré :

La Seyne, Port-de-Bouc, Chasse, etc...

(suite)

« L'Etat ne peut pas porter à bout de bras les entreprises non-rentables ». Ce que l'Etat **peut faire** ou non dépend évidemment de ce qu'il **veut** faire et le langage est clair. La « rentabilité » est le seul critère pour un capitaliste et il s'assortit d'un grand nombre de conditions que le capitaliste est seul à estimer (le « marché » par exemple), et sur lesquelles les travailleurs n'ont aucun pouvoir. Quand le moment se présente pour lui de fermer une entreprise et d'implanter ailleurs sa production ou bien d'investir ses capitaux dans d'autres secteurs d'activité, il a toute liberté de le faire. Les banques ont toute latitude pour stopper leurs investissements et les manipuler comme elles le veulent.

Aucun plan ne s'impose aux capitalistes pour les obliger à investir ici plutôt qu'ailleurs, suivant les intérêts de la société dans son ensemble. Et d'ailleurs, même s'il était possible de les y obliger, il est permis de douter que les intérêts de la société coïncident avec la production d'un arsenal, par exemple!!

Les bouleversements de la production, les fusions, les concentrations, les disparitions d'entreprises, sont liés au système capitaliste. Or, que proposent les organisations syndicales comme perspective aux travailleurs menacés de licenciements et plus généralement à tous les travailleurs, puisque dans ce système, nul d'entre eux n'est à l'abri du chômage, au moins partiel ?

Leur mot d'ordre (unitaire) est le « maintien en activité ». Ainsi, à Lyon, elles ont organisé une vaste agitation sur ce thème, dans la presse, par tracts, etc., en demandant l'envoi de délégations ouvrières à la Préfecture du Rhône le 10 février dernier ; « l'apothéose » ayant été la manifestation du 18 février à l'occasion de la visite de Debré à Lyon. Pour les Hauts-Fourneaux, les syndicats proclament que « dans l'immédiat, pour maintenir l'entreprise, il suffit de prolonger les accords qui existaient avec la Société de Caution et les banques ». Encore faut-il que celles-ci le veuillent, ce qui n'est précisément pas le cas !

Consultations de personnalités, tables rondes, Comités de Défense, tout y est, suivant un scénario devenu désormais classique et tous ces semblants d'action, plus inefficaces les uns que les autres ont été effectués. Il n'est pas plus question qu'avant cependant de maintenir les Hauts-Fourneaux en activité, puisque leur bilan a été déposé le soir même du 18.

Pour les chantiers navals, l'esprit est le même : il faut trouver des commandes pour les maintenir au travail et, notamment à Port-de-Bouc, le délégué des cadres proclame (« Monde » du 18/2) : « Le bateau, nous l'avons, nous le gardons et nous espérons le garder jusqu'à la fin. Ce sera notre victoire ». Bien maigre, la victoire, même si elle suffit à ce monsieur, puisqu'il faudra tout de même bien continuer à vivre, quand le « Provence » sera fini ! Les organisations s'agitent pour trouver des solutions, pour limiter les conséquences de la concurrence, mais il suffit qu'un Onassis refuse de maintenir ses capitaux pour que tous les projets s'effondrent.

Il n'y a effectivement aucune solution tant que les organisations syndicales se cantonnent dans leur politique actuelle. Et c'est parce que cette politique est réformiste qu'elle est sans issue. Dans ces problèmes, c'est la nature même du système qui est en cause. C'est à elle qu'il faut s'attaquer. La garantie du salaire, indépendamment de la marche d'une entreprise, par une Convention collective nationale interprofessionnelle, ne peut être le fruit que d'une lutte révolutionnaire qui mette tout le système dans un péril tel qu'il préfère s'incliner sur ce point.

La C.G.T. est loin d'être la dernière dans cette campagne de poudre aux yeux et, si ce n'était la surenchère chauvine qu'elle effectue lorsqu'il s'agit de « nos instruments de travail » face à la concurrence « étrangère », son réformisme ne se distinguerait en aucune façon de celui de la C. F. D. T., de F. O., des cadres, des instituteurs et notabilités compatissantes, clergé compris, comme c'est le cas à Chasse et Givors où l'on trouve le nom de ses représentants associé à celui du sénateur-maire communiste au bas du tract diffusé pendant la manifestation lyonnaise du 18 février.

Présenter le « maintien en activité comme « la » solution « réaliste » aux problèmes de ces entreprises, sous prétexte qu'on ne pourrait concevoir, pour les travailleurs, qu'ils continuent à recevoir leur salaire (leur seul moyen d'existence) quand le travail vient à manquer — sous prétexte qu'une telle revendication serait utopique — c'est faire de tromperie réalisme, c'est mener sciemment les travailleurs dans une impasse. N'est-il pas plus qu'utopique d'imaginer des capitalistes faisant des affaires contre leur gré et leurs profits ?

Le seul réalisme de cette affaire, c'est sans doute celui des bureaucrates syndicaux qui s'approvisionnent à l'avance pour les mois à venir en vue d'innombrables tracts insipides dans lesquels on démontrera que, vu « l'Etat gaulliste des monopoles », les travailleurs n'ont aucune autre perspective que de s'apprêter à voter Mitterrand et assimilés en... 1967.

En attendant, des milliers de travailleurs, des localités entières, peuvent se débattre dans des conditions quelquefois voisines de la misère, ce n'est pas leur problème. Cela ne les intéresse que dans la mesure où ces difficultés peuvent servir de thème en contrepoint à la politique de de Gaulle. A longue échéance, cette attitude de bons serviteurs de la bourgeoisie est efficace aussi en ce qu'elle annihile chez les travailleurs la conscience qu'il existe — des solutions à leurs problèmes en dehors du système capitaliste, il est vrai. Et c'est la perspective de renverser ce système que leur offriraient des dirigeants sincèrement attachés à leur cause.

Anne FOURVIERE

L'abondance des matières, et en particulier les articles concernant les entreprises, nous empêche de publier dans ce numéro les extraits des « Voix Ouvrière » d'entreprises que nous publions d'ordinaire.
Bien entendu, c'est exceptionnel.

En voici la liste :

AERONAUTIQUE :
SNECMA Kellermann. — Paris XIIIe.
HISPANO-SUIZA — Bois-Colombes (Seine)

AUTOMOBILES :
BERLIET. — Lyon-Vénissieux.
CHAUSSON. — Gennevilliers (Seine).
CITROEN. — Usines Levallois et quai de Javel.
PANHARD. — Paris.
GENEVE. — Ivry (Seine).
PEUGEOT. — Sochaux.
RENAULT. — Billancourt, 5 bulletins correspondant à différentes sections de l'usine
R.N.U.R. — Général.
R.N.U.R. — Bâtiment C.
R.N.U.R. — Bureaux.
R.N.U.R. — Département 37.
R.N.U.R. — U 5.

METALLURGIE :
Aciéries et Forges de la Loire C.A.F.L. Saint-Chamond.
CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE. — Saint-Nazaire.
Montres LIP — Besançon.
OLIER. — Clermont-Ferrand.
NEYRPIC. — Grenoble
BOURGOGNE ELECTRONIQUE. — Dijon.
BRONZAVIA. — Courbevoie.
CABLES DE LYON. — Lyon
C.I.T. — Paris 15e.
Cie des COMPTEURS de Montrouge (Seine)
C.S.F — Levallois (Seine)
THOMSON — Gennevilliers (Seine).

CHIMIE ET CAOUTCHOUC :
KODAK. — Vincennes.
RHONE-POULENC. — Vitry (Seine)
ROUSSEL - UCLAF — Romainville (Seine).
Raffinerie ANTAR. — Donges (Loire-Atlantique).
MICHELIN — Clermont-Ferrand.

SERVICES ET DIVERS :
AIR-FRANCE — Ateliers Orly-Nord (Seine)
AIR-FRANCE. — Blanqui, Paris-13e.
ASSURANCES GENERALES — Siège Paris.

ASSURANCES GENERALES Drouot.
CAISSE CENTRALE D'ALLOCATIONS FAMILIALES. — Rue Viala, Paris 15e.
CHEMINOTS. — Générale.
Imprimerie DESFOSSES — Issy-les-Moulineaux.
CREDIT LYONNAIS. — Siège central Paris.

CREDIT LYONNAIS Levallois
CAISSE REGIONALE DE SECURITE SOCIALE PARISIENNE — Rue de Flandre. Paris
NOUVELLES MESSAGERIES DE LA PRESSE PARISIENNE — Paris
QUAIS et DOCKS — Marseille.

LE P.C.F. N'EST VIOLENT QUE CONTRE SA GAUCHE

A Vénissieux de nouveau les brutes staliniennes à l'œuvre

PARLANT des hommes de main du P.C.F. qui, le 5 décembre dernier, avaient attaqué, injurié et blessé cinq de nos camarades, alors que ceux-ci présentaient notre journal aux habitants de la cité du Charréard, à Vénissieux (Rhône) — dans les conditions de brutalité que nous avons relatées (voir « Voix Ouvrière », N° 49) — nous écrivions :

« Et s'ils recommencent, eh bien, il y aura un endroit en France où l'on pourra les voir à l'œuvre sous leur vrai visage : celui qu'ils montrent lorsqu'on les critique sur leur gauche. »

Quatre de nos jeunes camarades, forts de leur droit et de leurs idées, qui, le dimanche 13 février dans la matinée, portaient notre journal à nos acheteurs de l'endroit — ceux que le P.C.F., malgré ses tentatives, n'est pas parvenu à effrayer — et le faisaient connaître, en porte-à-porte, aux autres habitants de la cité, ont de nouveau été attaqués.

L'un d'eux, qui descendait l'escalier d'un immeuble, fut attendu en bas par cinq individus qui lui tombèrent dessus, le frappèrent, le firent rouler à terre, l'accablant d'insultes, déchirant ses journaux et le frappant de plus belle à chaque fois qu'il tentait de parler. Ses camarades, voulant intervenir, furent assaillis à leur tour par des brutes, au nombre d'une douzaine. Un des nervis, fier de son fils qui l'accompagnait, lequel avait déjà exercé ces talents un peu particuliers le 5 décembre 1965, disait de lui : « Voyez comme il tape bien ! »

Cette fois-ci, le P.C.F., prudent, n'a pas fait intervenir le député-maire « communiste » de Vénissieux qui avait, comme on sait, pris part à l'agression du 5 décembre ; par contre, un de ses conseillers était présent. Cette fois, cependant, nos camarades ont été moins surpris et s'ils ont pu quitter la cité avec des bleus et des blessures n'entraînant pas d'hospitalisation (mais pour l'un d'eux, six jours d'arrêt de travail), ce n'est pas faute de hargne et de détermination de la part des nervis du P.C.F.

Seul fait comique de cette histoire, le P.C.F. a édité au Charréard un tract accusant nos camarades d'être venus pour provoquer une bagarre !

Nous voulons, et c'est un droit élémentaire, pouvoir exprimer et faire connaître librement nos idées, y compris des habitants d'une municipalité soi-disant communiste qu une bande de nervis prétend enfermer dans un ghetto intellectuel, en leur permettant de tout lire, même la presse réactionnaire, mais pas les feuilles d'extrême-gauche. Bien des fois déjà, le P.C.F. a voulu nous empêcher de nous exprimer et a voulu décourager, à force de menaces, de coups et de calomnies éhontées, les jeunes qui sympathisent avec nos idées.

Mais nous ne nous laisserons pas intimider. Ces gens misent sur la crainte que leurs méthodes inspirent à certains. Mais qu'ils sachent que cela a une fin. Si les idées révolutionnaires ont un ennemi de plus et non le moindre, dans le mouvement stalinien, elles ont déjà bien souvent fait la preuve que rien, tôt ou tard, ne pouvait les empêcher de vaincre.

DES FASCISTES AU BUFFON

L'UNE des constantes de la politique française, depuis plus de vingt ans, est l'inexistence de forces d'extrême-droite organisées implantées dans le pays, hormis le bref essor du

---

Solidarité aux antifascistes ibériques

LE Comité International de Soutien aux Antifascistes Ibériques (C.I.S.A.I.) nous signale l'incarcération, le 5 novembre dernier, d'Ana Gervasio à la prison de Caxias pour son opposition au régime Salazar. Un nom de plus sur la liste déjà longue des victimes du dictateur portugais.

D'autre part, le « Bulletin d'Information de la Fédération Ibérique des Jeunesses Libertaires en exil » a publié dans son numéro de septembre 1965 les noms de militants antifascistes condamnés à de très lourdes peines de prison (plus de 9 ans) par les conseils de guerre franquistes depuis 1962.

Pour « activités subversives » en liaison avec :

LE PARTI COMMUNISTE ESPAGNOL : Ramon Ormazabal Tife Gregorio Rodriguez, A. Jimenez Pericas, Agustin Ibarrola, Gonzalo J. Villate.

LES JEUNESES LIBERTAIRES : Jorge Conill Valls, Jimenez Cubas, Antonio Mur Peiron, J. Moreno Viedma, Sanchez Ruano, Francisca Roman Aguilera, Martinez Rodriguez, Asenjo Barranco, Ronco Pecina, Eliseo Bayo Poblador, Alain Pecunia, Bernard Ferry, Guy Batoux, Juan Salcedo, Antonio Borrego.

LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL (C.N.T.) : Antonio Sanchez Perez, Cacerez Victor, Jaime Garrido Villa et l'aumônier José Bailo.

R. P. F. en 1951, de l'O. A. S. en 1962.

Le fascisme, en dehors de ces périodes, n'a été représenté que par des petits groupes essentiellement composés d'étudiants et dont le quartier latin est resté le théâtre d'opération favori.

Si nous pouvons nous réjouir de cet état de fait, c'est tout simplement à la prospérité économique relative que connaît la France depuis des années que nous le devons et non pas à la détermination et à l'action des grands partis de gauche.

L'incident que nous relatons dans ces lignes est un bon exemple à la fois du style d'action qu'entreprennent les groupes fascistes et de l'attitude qui est alors celle du « grand parti communiste français ».

Le vendredi 4 février, à 17 heures, une quinzaine de fascistes du « Mouvement Occident » se présentaient devant la porte du lycée Buffon pour diffuser un tract signé « groupe des lycéens nationalistes de Paris ».

Les lycéens en question devaient avoir eu une scolarité un peu torturée car la moyenne d'âge devait avoisiner au minimum 25 ans.

Ce n'était une surprise pour personne car le vendredi précédent, déjà, il y avait eu des incidents à la porte du lycée Buffon. Les fascistes n'étaient que trois et une altercation avait mis aux prises l'un d'eux et le censeur et le surveillant général du lycée.

D'où le déploiement de forces que tout le monde attendait pour ce soir-là. Pour corser la démonstration, la moitié d'entre eux portaient en plus des imperméables verdâtres, tombant jusqu'aux chevilles, boutonnés jusqu'au cou.

Ils diffusaient un tract « vengeur » dans lequel on lisait notamment :

Ici, au Lycée Buffon, l'administration et les professeurs, au nom de la démocratie, tentent d'empêcher la diffusion des idées nationalistes.

Ainsi, M. le censeur Simonin, M. le surv. gén. Sauval, viennent défendre « la liberté » en faisant le coup de poing contre leurs lycéens.

Tolérés et encouragés par le pouvoir gaulliste, des communistes ont pris en main l'Education Nationale pour casser à la base toute résistance française au bolchevisme.

NOUS EN AVONS ASSEZ DE CES TRAITRES RETRIBUES !

M. Simonin et M. Sauval se font les alliés du Vietcong contre les « marines » comme ils furent ceux du F.L.N. contre les soldats français.

Ils sont et ils demeurent les ennemis des nationalistes français.

Ils méritent un sort mille fois pire que celui que nous leur réservons aujourd'hui.

Il faut noter d'ailleurs que ces curieux lycéens s'en prenaient à un censeur... qui n'est plus en fonction depuis 2 ans.

Leur diffusion terminée, ils se regroupèrent, se tournèrent vers le lycée et, bras levé, saluèrent à la romaine en braillant : « **Sieg ! Heil** »... puis s'en allèrent.

La police pouvait alors intervenir, ce qu'elle fit. Une demi-douzaine de gardiens de la paix arrivèrent alors nonchalamment. L'administration du lycée les avait pourtant prévenu longtemps à l'avance. Mais le retard n'excluant pas l'efficacité, ils s'employèrent à dégager l'entrée du lycée, l'héroïque brigadier n'hésitant pas à gifler de sa main un gamin d'une douzaine d'années.

Le lendemain, les professeurs « communistes » du lycée Buffon adressaient à leurs collègues un tract, où tirant sans doute les leçons de la veille, ils écrivaient notamment à propos des fascistes :

Revenus plus nombreux cette fois, ils s'attendaient à une nouvelle intervention du censeur et des surveillants généraux et s'apprêtaient à leur « réserver », comme ils le disent dans leur tract, « un sort ».

Leur provocation a fait long feu. Le proviseur, le censeur, les surveillants généraux, les professeurs présents, ont assisté à la manifestation, observant une consigne de silence et d'impassibilité, au moins apparente, qu'il n'a pas été facile d'imposer à bien des grands élèves.

Il reste que nos élèves, si cette entreprise se poursuit, courent un danger réel, physique et moral.

. . . . . .

Nous pensons qu'il est du devoir de chacun de nous de tout faire pour les en prémunir, et d'appuyer l'administration dans toutes les mesures qu'elle prendra à cet effet.

Cela pourrait se passer de commentaires.

Estimons-nous heureux, cependant, que les groupuscules fascistes en soient réduits à parader aux portes des lycées car, si ils représentaient une force réelle dans le pays, ce n'est assurément pas des « communistes » de cette trempe qui pourraient les réduire à l'impuissance.

C. J.

« *Il y a une poésie de la bassesse* », écrivait Aragon en se regardant dans la glace

(J. MALAQUAIS)

POUR la première fois de son histoire le P.C.F. ne s'est pas aligné sur les mesures prises en U.R.S.S. et n'a pas applaudi à la condamnation de Siniavski et Daniel. Le P.C.F. n'a pas, à longueur des colonnes de l'Humanité, justifié le jugement au nom de la défense du socialisme. Au contraire, en troisième page de l'« Humanité » du 16 février, et bien en évidence, un article d'Aragon, membre du Comité Central et grand censeur littéraire du Parti, prenait position contre le verdict :

« ... Qu'on les prive de leur liberté pour le contenu d'un roman ou d'un conte, c'est faire du délit d'opinion un crime d'opinion, c'est créer un précédent, plus nuisible à l'intérêt du socialisme que ne pouvaient l'être les œuvres de Siniavski et Daniel.

Il est à craindre en effet qu'on puisse penser que ce genre de procédure est inhérent à la nature du communisme, et que le jugement rendu ce jour-ci préfigure ce que sera la justice dans un pays qui aura aboli l'exploitation de l'homme par l'homme. »

Aragon en défenseur de ce que peut être le socialisme voilà qui ferait bien rire si cela ne dégoûtait pas. Ne serait-ce pas le même Louis Aragon qui écrivait en 1931 dans le poème : « Prélude au temps des cerises » les vers suivants :

Hommes et murs d'autrefois
tombent frappés de la même [foudre
L'éclat des fusillades ajoute au [paysage
Une gaieté jusqu'alors inconnue
Ce sont des ingénieurs, des mé- [decins qu'on exécute
Mort à ceux qui mettent en danger [les conquêtes d'Octobre
Mort aux saboteurs du plan qum- [quennal.
.. ..
Vive le Guépéou véritable image [de la grandeur matérialiste

Quand on a écrit de telles choses, on pourrait au moins avoir la pudeur de se taire sur ce qu'est le communisme !

D'ailleurs le communisme, Aragon ne l'a jamais connu. Son attachement au Parti date de l'époque stalinienne et sa conviction, d'un voyage en U.R.S.S. dans les années 30. Peu après il deviendra le chantre officiel du P.C.F. Si les intellectuels soviétiques avaient au moins à leur décharge, pour avoir encensé le régime stalinien, la menace du révolver braqué sur la tempe, c'est *volontairement* qu'Aragon, lui, c'est fait le porte-parole intellectuel en France de toutes les trahisons du PCF. Et de la glorification du GPU à celle de la patrie française, de la défense des théories de Lissenko à la justification de l'intervention russe en Hongrie, quelles belles références pour intervenir au nom du socialisme !

Personne, en fait, ne croit à la transformation « socialiste » d'Aragon, sauf peut-être certaines personnes pour justifier leur suivisme à l'égard du PCF, ou des intellectuels petits-bourgeois qui en furent exclus comme Claude Roy et dont la conception de la démocratie socialiste ne dépasse pas de toute façon celle de la démocratie bourgeoise.

Le vrai problème est donc ailleurs et la suite de la déclaration d'Aragon nous éclaire rapidement :

« Il est de notre devoir de pro- « clamer que cela n'est pas et « ne saurait être, en France, au « moins, où c'est de notre respon- « sabilité. La politique de notre « Parti repose sur quelques thè- « ses essentielles, la thèse de la « possibilité du passage au socia- « lisme par la voie pacifique du « gain de la majorité, le rejet de « la conception du Parti unique « et, par suite, l'alliance avec le « parti socialiste et les autres « partis démocratiques *pour le « passage au socialisme, sa cons- « truction et son maintien.*

« Cela n'est possible que si, quel « que soit le poids du Parti com- « muniste dans le pays, celui-ci « assure sa fidélité aux principes « de la démocratie politique, qui « sont de la tradition française... » (souligné par nous).

Ce ne sont pas le socialisme, Siniavski, Daniel, la Justice ou le droit d'expression qui poussent le PCF par la plume d'Aragon à intervenir — de tout cela il n'a cure — mais ce que peuvent en penser les formations « de gauche » et la bourgeoisie française.

Le PCF depuis quelque temps est en pourparlers avec le Parti socialiste et les groupements « démocrate-socialistes ». Déjà avec la candidature Mitterrand il a essayé de réintégrer la « grande famille française ». Et il ne veut pas se voir repousser au nom des méthodes russes et du suivisme vis-à-vis de Moscou. Par cette déclaration il donne des gages à Guy Mollet et consorts et s'efforce de leur faire comprendre qu'il ne demanderait pas mieux que de se plier à leur conception de la démocratie, c'est-à-dire aux règles de la démocratie bourgeoise. Ce phénomène qui s'épanouit en Italie depuis déjà plusieurs années (le P.C.I. a d'ailleurs été l'un des premiers à condamner le verdict) vient à cette occasion de se manifester en France. L'obédience envers Moscou pèse sur les P.C. nationaux car elle repose sur une défense aveugle des intérêts de la bureaucratie stalinienne et empêche les P.C. de jouer le rôle qu'ils voudraient dans le fonctionnement de la démocratie bourgeoise.

Quand les P.C. essaient d'échapper à l'emprise de l'U.R.S.S. c'est que, de par leur recrutement petit bourgeois, leur idéologie nationaliste et leur attitude réformiste ils voudraient jouer auprès de leur bourgeoisie le rôle tenu par la social-démocratie.

Et si en condamnant le verdict du procès Siniavski-Daniel le PCF condamne un aspect de la pourriture stalinienne, ce n'est que dans la perspective de tomber dans une autre : la pourriture sociale-démocrate.

Sylvie GRENET

A NOS AMIS

Nous éditons régulièrement des affiches reproduisant généralement tout ou partie de l'éditorial des bulletins d'entreprises ou de caractères différents selon les circonstances.

Nous rappelons à tous ceux qui peuvent en assurer le placardage dans leur ville ou leur quartier que nous en tenons à chaque fois à leur disposition (joindre quelques timbres à la demande pour les frais de port).

Nous préciser si nous devons faire un envoi régulier ou pas, et le nombre d'exemplaires désirés.

LA CONDAMNATION DE SINIAVSKI-DANIEL

● Suite de la page 1

sent. Mais rien sur le peuple russe, rien sur la vie soviétique. En parler constitue une trahison, un crime. Un crime sévèrement châtié.

Le verdict a déclenché une vague de protestation dans les milieux intellectuels occidentaux. Y compris et surtout parmi les intellectuels, dits de gauche, Comme il est regrettable qu'en U.R.S.S., où l'on est si bien parti sur la voie de la libéralisation, on prenne de telles mesures ! Regrettable et presque inexplicable. On essaie de l'expliquer cependant. Bien sûr, le chemin de la libéralisation est tortueux et hérissé d'obstacles. Des factions d'une époque révolue, des Staliniens attardés survivent encore et tiennent parfois tête aux « libérateurs ». Mais l'affaire Siniavski-Daniel n'est, après tout, qu' « un épisode, un de plus, dans ce combat douteux » — écrit un professeur de la Faculté de Paris (« ami de l'U.R.S.S. »).

Aussi l'on proteste, l'on déplore, mais déjà on se console Et l'on se met à la recherche de nouveaux indices annonçant une évolution favorable du régime soviétique. On en trouve, bien sûr. Jusqu'à une nouvelle « affaire Siniavski-Daniel ».

Mais le procès de Moscou n'est pas un simple anachronisme, la manifestation de l'influence de quelques Staliniens attardés. Il n'est pas non plus un simple « épisode, l'exception qui confirme la règle », l'accident malheureux dans une « évolution libérale ». Non, il prouve, au contraire, que la bureaucratie n'a pas changé. Que les Staliniens « attardés », c'est tous les bureaucrates. Qu'ils se maintiennent au pouvoir (ils s'y cramponnent plutôt) par une dictature féroce, comme par le passé. Une dictature qui, pour être efficace, doit être sans faille.

Il est un argument dont usent volontiers de nombreux commentateurs de bonne volonté. « Le régime soviétique, en condamnant les deux écrivains, se fait plus de mal qu'en laissant Daniel et Siniavski en paix. » Comme si les bureaucrates n'étaient pas à même de juger où est leur intérêt !

En réalité, la bureaucratie a agi sciemment.

Condamnant les écrivains, elle s'attendait naturellement à des protestations. Mais elle avait fait son choix.

Non pas que les écrits de Siniavski ou de Daniel soient en eux-mêmes particulièrement dangereux pour la bureaucratie... Les deux écrivains, s'ils étaient les seuls frappés n'étaient pas les seuls visés. Le procès visait tous ceux qui, à l'intérieur de l'U.R.S.S., prennent tant soit peu pour argent comptant la libéralisation. Ceux qui, en littérature ou dans d'autres domaines, pensaient pouvoir appeler noir ce qui est noir et blanc ce qui est blanc. Ceux qui pensaient pouvoir protester, dire non, ou tout simplement exprimer leurs idées, librement.

Or, le premier non, en entraînera un deuxième, un troisième, puis d'autres. D'abord en littérature, puis ailleurs. Accorder la liberté d'expression en littérature, c'est accepter le risque qu'elle reflète plus ou moins consciemment des idées, des intérêts qui ne sont pas ceux de la bureaucratie. C'est accepter à échéance que les classes opprimées s'y expriment, s'y retrouvent.

Une couche parasitaire, minée de contradictions, ne peut se donner le luxe de la liberté d'expression. Une telle liberté — et encore sous une forme combien limitée — ne peut être accordée que par des classes dirigeantes dont la domination a des assises plus solides que la force des baïonnettes.

L' « épisode », ce n'est pas l'affaire Siniavski-Daniel, mais bien plutôt la très relative possibilité d'expression des Doudintsev, des Solienitsine, de tous ceux qui, pendant un court moment, ont réussi à publier des œuvres cherchant, à « exprimer la réalité telle que chacun la voit ».

Mais cette réalité que « chacun voit », c'est les privilèges d'une couche parasitaire, c'est la misère des masses, c'est la pourriture d'une société.

Les bureaucrates ne peuvent pas tolérer qu'on décrive cette réalité. Car une telle description est déjà un appel à la révolte, même si telle n'est pas l'intention de l'auteur.

Alors, dès que l'écrivain dépassera les bornes, dès qu'il ne se contentera plus d'écrire des romans à l'eau de rose sur le socialisme radieux de l'U.R.S.S., dès qu'il se rapprochera du réel, la bureaucratie frappera. Comme elle vient de frapper Daniel et Siniavski, comme elle en a frappé bien d'autres par le passé.

La liberté d'expression et la bureaucratie sont incompatibles. Les conditions de la première n'existeront que lorsque la seconde sera abattue.

Georges KALDY

DIAPASON :

Le "la" pour les trusts et les monopoles français

DIAPASON tourne autour de la terre et, bien entendu, l'insistance pénible de la propagande gouvernementale à son propos nous l'aurait bien fait prendre en grippe, si les quelques péripéties qui ont retardé son envol et l'humour des techniciens qui l'avaient déjà baptisé **Diafoirus** n'avaient un peu égayé la chose en démontrant, qu'au moins sur le terrain des comptes à rebours à suspense, la France n'avait rien à envier aux Américains.

A première vue, l'insistance avec laquelle le pouvoir fait sauter ses pétards atomiques et partir, plus ou moins à temps, ses fusées, qui en sont encore à satelliser des kilos quand les autres en sont à la tonne, peut prêter à rire.

On peut s'en moquer, en considérant, par exemple, que sur le plan militaire, ce matériel est bien loin d'être à la mesure de l'armement des grandes puissances. Mais ceux qui ne considèrent que le côté ridicule passent à côté du principal et ne font, en substance, que servir finalement le gouvernement qui, pendant ce temps, continue ses investissements qui ne sont ridicules que pour ceux qui n'en profitent pas.

Mais ne voir, par contre que la dépense « militaire » en posant qu'il faut et qu'il est possible, d'obtenir du gouvernement qu'il renonce à ces investissements coûteux, c'est aussi, d'une autre façon, s'illusionner soi-même ou duper les autres.

D'abord, il faut bien rappeler, c'est souvent oublié, que c'est sous le gouvernement Mendès-France, ami politique de Mitterrand, soi-disant leader d'une soi-disant opposition « de gauche » au régime, que la réalisation d'une bombe A française fut décidée. Si ce ne fut réalisé que sous de Gaulle, ce fut seulement une question de délais.

La politique qui consiste à construire des armes atomiques A, puis H, françaises, des fusées françaises, des avions « vecteurs » français, est la politique des grands monopoles français. Cela les concerne au premier chef, c'est même vital pour eux. C'est pourquoi ce fut, c'est et ce sera une constante de tous les gouvernements français, qu'ils se disent de gauche ou qu'ils soient de droite.

Pourquoi cela ? Parce que les trusts et les monopoles français, infiniment moins puissants que leurs concurrents anglais, allemands et surtout américains, s'ils sont capables de se défendre plus ou moins sur le marché intérieur, grâce aux protections que leur assure l'Etat, sont cependant en plus mauvaise condition sur le marché international et, surtout, ils sont concurrencés « du dedans » à cause de leur retard au niveau de la recherche technique.

En effet, aujourd'hui, les machines, les outils, les installations sont inutilisables parce que dépassées, bien avant d'être usées. Pour être « concurrentiel », il faut être « à jour ». Or, pour être « à jour », il faut utiliser des procédés modernes, il faut utiliser les matières nouvelles. Mais chaque découverte, chaque amélioration, chaque procédé, chaque technique est couvert par un « brevet » ou une licence.

Lorsqu'on n'en a pas découvert et déposé soi-même, il faut utiliser ceux des autres ou renoncer aux fabrications modernes. Cela nécessite d'acheter des brevets, s'ils sont à vendre, ou de payer des redevances. Et l'industrie française paye chaque année des sommes considérables à ses concurrents étrangers sous cette forme. Même les plus gros monopoles en sont réduits à ce triste sort, le pire qu'ils puissent imaginer si l'on excepte l'expropriation par le prolétariat, de devoir partager une fraction, très importante, de leurs bénéfices avec leurs pires concurrents. Comme ils le disent eux-mêmes, ils sont « colonisés » de l'intérieur. Plus ils vendent, plus ils enrichissent leurs adversaires, souvent plus vite qu'eux-mêmes. Pensons par exemple que pratiquement toute l'industrie française des textiles synthétiques travaille en majeure partie avec des brevets américains (nylon, tergal, etc.) dans le domaine des fibres synthétiques la plus grande place est occupée par une liliale de Rhône-Poulenc (Rhodiacéta) qui est le plus grand trust de France.

Pour lutter contre ce phénomène, les trusts français doivent créer des laboratoires de recherche. Mais c'est extrêmement coûteux, il faut disposer de capitaux énormes qui dépassent de loin les possibilités de chaque monopole pris individuellement. Pour donner une idée du problème, disons que, dans certaines industries, des laboratoires de recherche américains (privés, bien sûr), ont un budget supérieur au chiffre d'affaires des plus grosses entreprises françaises de la même industrie.

Comment, dans ces conditions, les monopoles français ont-ils entrepris de résister. Grâce à l'aide de l'Etat, tout simplement.

L'Etat, par l'intermédiaire de certaines entreprises nationalisées, pourtant « déficitaires », crée des laboratoires de recherche, très importants, dont les travaux donnent lieu à brevets et licences, lesquels sont mis à la disposition des industriels français, pas de tous, bien sûr, à des tarifs, sinon avantageux, du moins très inférieurs à ce que leur aurait coûté la mise sur pied, à leur usage, d'un tel laboratoire.On peut citer dans cet ordre d'idées le service de recherche des Charbonnages de France (le SERCHAR), par exemple.

Un autre aspect est la mise au service de la grosse industrie des laboratoires universitaires, sous prétexte de « financer » ceux-ci.

Un autre moyen encore est d'obtenir de l'Etat il est tout dévoué aux monopoles qu'il finance des « recherches », des « études » ou la construction de prototypes. C'est ce dernier moyen qui leur convient le mieux car, en fait, de cette façon, non seulement l'Etat, c'est-à-dire nous tous, finance la création et le fonctionnement de services de recherches qui leur appartiennent mais, en plus, ils restent propriétaires des brevets qu'ils déposent. Ils peuvent ainsi soit les utiliser eux-mêmes, sans être tributaires des monopoles étrangers, soit les vendre ou les céder contre redevances à des industriels français moins bien placés qu'eux, soit même à l'étranger et pourquoi pas, aux U. S. A.

Il faut bien comprendre qu'il ne s'agit pas forcément, dans cette question, d'inventions considérables. Une très grande partie des royalties versées ainsi par l'industrie, l'est pour de simples procédés de fabrication. Un petit changement — mais c'est plus facile à dire qu'à faire — permet d'échapper au brevet gênant et d'en déposer un autre qui peut être, sinon une source de profits, au moins la fin d'une fuite de bénéfices.

C'est ainsi qu'en finançant des recherches dans le domaine atomique ou dans celui des fusées, l'Etat, fidèle gérant du capitalisme, permet aux trusts et aux monopoles français de défendre leurs bénéfices contre leurs concurrents étrangers et d'en faire, en cédant leurs licences, cher, aux autres industriels français qui vivent dans leur ombre.

C'est pourquoi, même lorsque les techniciens français ne font pas de découvertes spectaculaires, ce qui est parfois le cas, même lorsqu'ils se contentent de refaire différemment ce qui a été déjà fait avant eux, ce n'est pas « comique ». Cela sert à échapper aux brevets américains (ou autres) et pas seulement dans le domaine atomique ou celui des fusées car il ne faut pas oublier que ces fabrications nécessitent des recherches dans presque tous les domaines : chimie, électronique, métallurgie, etc... Cela sert aux capitalistes et aux banquiers, sur le dos des contribuables et des salariés à qui l'on dit que s'il y a risque d'inflation ce n'est pas dû aux dépenses de l'Etat, mais à leur gourmandise.

Alors, faut-il « lutter pour l'utilisation « pacifique » de l'énergie atomique et contre les fusées ? Cela n'est pas la question, car il s'agit là d'un attrape-nigauds. Il n'y a pas que dans ces domaines que l'Etat intervient de cette façons. Mais dans tous les domaines de l'industrie qui intéressent les monopoles.

Par exemple, on a parlé récemment du « train sur coussin d'air ». Et bien l'Etat avait financé la construction du prototype, c'est-à-dire toutes les recherches, donc les brevets. L'industrie aéronautique ne construit en grande partie que des prototypes dont les brevets vont plus ou moins servir à l'industrie privée (pas seulement à M. Dassault d'ailleurs). Et ce ne sont là que des exemples.

Ce rôle-là est inséparable de l'Etat bourgeois, quels que soient les hommes qui le dirigent. L'Etat, celui de la IV[e] comme celui de la V[e], est au service des trusts et des monopoles, c'est le conseil d'administration de la classe capitaliste disait Lénine.

Et l'on ne peut pas sourire de Zébulon ou de la bombe A française. On ne peut pas non plus « lutter contre l'armement atomique » ou le reste, sans viser au renversement de cet Etat, sans entreprendre d'arracher aux trusts et aux monopoles, c'est-à-dire à la bourgeoisie tout entière, et le pouvoir politique et le pouvoir économique.

CORTE

BIENTOT UNE IMPORTANTE MESURE SOCIALE : le travailleur capitaliste !

LE gouvernement a fait des promesses de mesures sociales, en compensation des hausses de prix qu'il a autorisées. Mais que donner qui ne coûte pas cher ? On vient de ressortir ce qu'on a appelé : « l'amendement Vallon ».

De plus en plus, les sociétés prennent leurs investissements sur leurs propres bénéfices. L'Etat a même décidé de favoriser cet autofinancement par de substantiels allègements fiscaux sur les profits réinvestis. Le gaulliste de gauche, Louis Vallon, a voulu essayer de redonner un peu de tonus à la vieille idée de capital-travail en proposant que ces sommes réinvesties ne soient plus seulement propriété des actionnaires, mais reviennent aussi en partie à ceux qui font fructifier les capitaux : Les travailleurs.

L'idée, déjà vieille, mais jamais réalisée paraît pleine de bonnes intentions.

Une affaire démarre avec des capitaux et des ouvriers. Un bénéfice naît que l'on réinvestit, le capital augmente, il paraît donc juste que le Capital et le Travail en recueillent les fruits.

Mais là où l'affaire se corse, c'est quand il faut la mettre en pratique.

D'abord, la question se pose de savoir combien on répartira. Quelle sera la part du capital ? Ensuite, comment on le répartira ? Dans le cadre de l'Entreprise, dans celui d'un groupe d'entreprises, ou à l'échelle nationale, ou même dans le cadre du Marché commun ? Et puis, la part transférée en propriété aux travailleurs, le sera-t-elle à titre individuel, sous forme d'actions négociables, le sera-t-elle à des organismes qui auront mission de gérer le bien collectif, ou bien encore servira-t-elle à alimenter une forme de salaire différé en cas de chômage, de mise à la retraite ou autre éventualité ?

Autant de questions sur lesquelles les experts, les patrons et les représentants syndicaux s'interrogent.

De toute façon, la montagne ne peut qu'accoucher d'une souris. Si, pour donner aux travailleurs l'illusion qu'on les vole un peu moins, une loi devait enfin sortir de ces élucubrations, nous pouvons être sûr que ce ne pourra être qu'un monument de bureaucratie où, dans le meilleur des cas, quelques « syndicalistes » trouveront un fromage.

On voudrait nous présenter cette nouvelle formule sous un double aspect à l'avantage des travailleurs :

1°) Les travailleurs devenant collectivement propriétaires de la part de capital réinvesti sous forme d'autofinancement, ils en tirent un bénéfice sous forme de dividendes dont la jouissance reste d'ailleurs à déterminer. Cela aurait surtout pour conséquence de lier un peu plus les travailleurs à leurs entreprises et aussi de tenter, grâce à cette forme d'intéressement, de limiter leurs autres revendications.

2°) Etant en partie propriétaire du capital, les travailleurs acquerraient un droit de contrôle sur la gestion des entreprises et même sur l'ensemble de l'économie.

Or, cela est absolument faux. Car, dans ce système, il s'agit d'associer d'assez loin et par personnes interposées, les travailleurs à la **gestion capitaliste** de l'économie. Il ne s'agit en aucune manière de contester le système puisqu'au contraire il s'agit d'associer les victimes du système au système lui-même.

Duperie monumentale qui ne peut intéresser que quelques bureaucrates.

Pour les travailleurs, il ne peut s'agir de participer sous quelque forme que ce soit à la gestion des entreprises capitalistes. Il s'agit de détruire ce système et de le remplacer par un autre dont le but ne soit pas le profit avec le droit aux miettes de ce profit, mais l'organisation de la production en fonction des besoins de la consommation de l'ensemble de la population.

Certains pourraient peut-être penser que si les profits réinvestis sous forme d'autofinancement devenaient entièrement propriété des travailleurs, le capital réinvesti déborderait tôt ou tard le capital initial et qu'ainsi on pourrait arriver progressivement au socialisme.

En fait, devenant individuellement ou collectivement propriétaires d'une fraction même importante du capital, les travailleurs deviendraient, dans le meilleur des cas, des petits actionnaires en face de gros porteurs. Mais le système reste le même : On produit pour tirer un bénéfice suivant les lois du marché capitaliste et de sa concurrence. Rien n'est changé fondamentalement. Si les socialistes revendiquent l'appropriation collective des moyens de production, ce n'est pas pour aboutir à une répartition équitable du profit. C'est pour supprimer le profit et organiser la production selon les besoins de la consommation. Pour les travailleurs, il ne s'agit pas de s'approprier une partie et même la totalité des moyens de production mais, au contraire, de détruire la notion de propriété privée des moyens de production.

Dans la mesure où cette tâche n'est pas résolue et où les objets, y compris leur force de travail, continuent à être considérés comme des marchandises, leur rôle est d'exiger le meilleur prix pour la vente de cette force de travail, c'est-à-dire les salaires les plus élevés.

Autrement dit, exiger d'être des prolétaires forts, capables de s'opposer au capitalisme en général et non être de misérables salariés avec la mince consolation d'être en même temps des petites imitations de capitaliste.

H. VAUQUELIN

BEN BARKA - HASSAN II - FIGON et DE GAULLE

Du passé de l'appareil d'État français à l'avenir du Maroc

Si la compromission des différents services de la police dans l'affaire Ben Barka est de plus en plus évidente, les explications officielles tendent à faire passer les boucs émissaires arrêtés pour des brebis galeuses qui n'ont rien à voir avec l'esprit et les méthodes normalement pratiquées par les services auxquels ils appartenaient.

Mais on doit alors se demander à quels mobiles ces gens-là obéissaient et si l'appât du gain peut suffire à expliquer la participation des truands à la Figon ou des indicateurs de bas-étage dans l'enlèvement du leader marocain, il y a suffisamment de hauts fonctionnaires compromis pour qu'il soit nécessaire de trouver une autre explication.

L'enlèvement de Ben Barka prouve une fois de plus qu'en dehors de sa fonction officielle qui est de veiller à l'application des lois et de réprimer les infractions à celles-ci, l'appareil d'Etat est parfaitement capable de violer délibérément cette législation dont il est censé être le protecteur et d'employer les pires moyens, de l'enlèvement à l'assassinat pour arriver à ses fins.

Ce mépris de la légalité, ce n'est pas tant en France même, mais plutôt en vingt ans de guerre coloniale que les serviteurs de la bourgeoisie française l'ont appris. A la fin de la guerre d'Algérie, ce n'est pas seulement des complicités que le fascisme avait pu trouver dans l'appareil d'Etat, c'était, en vérité, toute une fraction de celui-ci qui constituait l'O. A. S.

Mais « l'affaire » montre clairement aujourd'hui que ce n'était pas seulement la partie ouvertement fasciste de cet appareil qui est pourri mais bien celui-ci dans sa totalité.

Car l'enquête a montré que ce sont justement les services qui ont été utilisés à la lutte contre l'O.A.S., qui sont le plus compromis lors de l'enlèvement de Ben Barka. Et c'est bien logique. Des gens qui sympathisent avec l'O.A.S., ceux qui sont encore en fonction, et ils sont sans aucun doute nombreux, n'ont aucune raison d'avoir eu et gardé des relations avec les services de police marocains, bien au contraire. Il n'en est pas de même des barbouzes qui ont eu, au contraire, de multiples raisons de collaborer avec les services spéciaux et sur les mains de ces gens-là il existe certainement des taches que tous les parfums de l'Arabie ne sauraient effacer, qui créent des liens et qui font que nombre de policiers français peuvent difficilement refuser certains services à leurs collègues chérifiens.

Et on arrive ainsi à une situation paradoxale qui fait que certaines fractions de l'appareil d'Etat français en arrivent à collaborer à une politique contraire aux intérêts de la bourgeoisie française.

Car, en effet, l'impérialisme français n'avait aucun intérêt à la disparition de Ben Barka, bien au contraire. Le trône marocain repose sur un sol miné et si Hassan II a réussi jusqu'à présent à se maintenir au pouvoir grâce à ses Oufkir, il n'est pas certain que cette situation puisse se prolonger indéfiniment.

Si celle-ci s'était aggravée, l'impérialisme français n'aurait sans doute pas hésité à abandonner Hassan II à son sort. Ben Barka aurait alors représenté pour lui, comme pour la bourgeoisie marocaine, une solution de rechange, du moins pour un temps. Car, à défaut de déboucher sur une issue de classe, sur la formation d'un pouvoir ouvrier, toutes les révolutions politiques dans les pays « sous-développés » ne peuvent, dans le meilleur des cas, que renverser une dictature pour la remplacer par un régime qui ne peut être démocratique que tant qu'il jouit de la confiance des masses et qui, au fur et à mesure qu'il perd celle-ci est amené à son tour à se transformer en dictature.

Ben Barka disparu, cette solution de rechange n'existe plus car on ne peut toujours remplacer immédiatement un homme politique par un autre. Ce qu'il représente aux yeux des masses est déterminé par son passé et un passé, cela ne peut se créer du jour au lendemain.

Et à cette disparition de Ben Barka, les Hassan II et les Oufkir étaient directement intéressés : désormais, quelles que soient les violences des luttes que les masses marocaines engagent contre leur pouvoir, ils peuvent espérer que l'impérialisme français les soutiendra envers et contre tout, même si c'est pour lui une solution coûteuse.

C'est pourquoi il est possible que de Gaulle, gérant des intérêts généraux de l'impérialisme français, ne porte pas de responsabilité directe dans cette affaire, mais il n'en reste pas moins que ce sont ses barbouzes qui y sont compromises.

Il est vrai que si ces mœurs sont celles de la police gaulliste, elle n'en a pas l'exclusivité et il était assez drôle de voir figurer à un meeting de protestation de la « gauche » à propos de « l'affaire », à côté de l'ex-ministre de l'intérieur Depreux, Mitterrand et Guy Mollet, responsables de l'enlèvement de Ben Bella.

Car « Nouvelle République » ou « Démocratie Rénovée », cela ne changera rien à la nature de l'Etat impérialiste. Et c'est celui-ci qu'il faut briser.

Christian JUNG

A droite, alignement !

EN AMÉRIQUE LATINE

LA diatribe anti-chinoise de Fidel Castro, prononcée quelques jours après la fin des travaux de la Tricontinentale, a atteint une violence rarement égalée :

« Le gouvernement chinois s'est rangé aux côtés de l'impérialisme yankee » a déclaré le leader cubain. » (Monde du 8-2-66).

« Nous nous sommes libérés de l'impérialisme qui se trouve à 150 km de nos côtes et nous ne sommes pas prêts à accepter qu'un autre Etat puissant distant de nous de 20 000 km vienne nous imposer des méthodes similaires. » (Nouvel Observateur n° 65.)

Si l'on en croit Castro, cette attaque serait provoquée par une diminution des livraisons de riz à La Havane et par des tentatives de Pékin d'influencer par tracts clandestins une partie des officiers cubains.

Il est peu probable que le ralentissement des livraisons de riz soit une manœuvre des dirigeants chinois pour faire pression sur La Havane, comme l'a insinué Castro. A l'heure actuelle, alors que Cuba est véritablement tenue à bout de bras par l'Union Soviétique (dont l'aide économique est relativement considérable) stopper les livraisons de riz ne servirait pas à grand-chose si ce n'est à jeter le discrédit sur Pékin. Avec si peu d'atouts en main les Chinois étaient sûrs de perdre au change dans pareille aventure.

Quant à la seconde accusation (la propagande subversive), elle ne fait qu'admettre implicitement que Castro mène une ligne opposée à la Chine. Il faut donc chercher ailleurs la brusque virulence de Fidel Castro.

EXPORTER LE SUCRE OU LA REVOLUTION

Pour la première fois en 1964, Castro se rendait en U.R.S.S. A l'issue de ce voyage, un accord était signé. L'Etat soviétique s'engageait à acheter pendant cinq ans une grande partie de la production sucrière cubaine.

Evidemment, l'accord comportait une contrepartie politique. On pouvait lire dans le communiqué publié à l'issue des entretiens : « Les deux signataires considèrent que la politique léniniste de coexistence pacifique a donné lieu ces temps derniers à une baisse de tension internationale » et, plus loin : « M. Fidel Castro a approuvé les mesures prises par le Comité Central de l'U.R.S.S. en vue de la liquidation des divergences dans les rangs du mouvement communiste international et de la cohésion du mouvement... »

Nous écrivions à l'époque : « La Chine n'a qu'à bien se tenir » (« V.O. » n° 7). L'évolution de « cette identité de vues politiques » était prévisible et les récentes déclarations de Fidel Castro ne sont que la suite logique de ce voyage. Dès 1964 le leader de La Havane avait fait son choix : il acceptait l'aide soviétique et ses conditions politiques. Et la présence à La Havane de M. Patolichev, ministre soviétique du Commerce extérieur, venu négocier un nouvel accord, a valeur de symbole. Plutôt que « d'exporter sa révolution » Castro a préféré se faire le chantre de la « coexistence pocifique ». Et tant pis pour les paysans latino-américains !

LES « CHINOISO-TROTSKISTES »

Grâce à cette violente polémique Castro a fait d'une pierre deux coups.

D'une part, l'U.R.S.S., grâce au prestige dont jouit le « castrisme » va battre en brèche la politique chinoise dans le Tiers-Monde, maintenant que La Havane, nouvelle capitale de la révolution « anti-impérialiste » vient d'une façon, éclatante cette fois, de condamner Pékin. D'autre part, prétextant « le danger impérialiste chinois », il va essayer de faire disparaître tout ce qui se situe à sa gauche. Et le travail de sape est déjà commencé. Dans son discours de clôture de la conférence tricontinentale, Castro s'en est violemment pris à Marco Antonio Yon Sosa, « El Chino », leader du « Mouvement du 13 novembre », dirigeant des guerilleros guatémaltèques. A lire le discours de Fidel Castro, le seul grief qu'il reproche à Yon Sosa c'est de s'être laissé influencer par le programme de la IV^e^ Internationale. Heureusement, le « commandant » Turcios Lima, nouvel homme de confiance de Castro au Guatémala, s'explique plus clairement dans l'interview qu'il a donnée à Niedergang, envoyé du journal « Le Monde » à La Havane (« Monde » du 6-7 février) : « L'infiltration trotskiste dans le mouvement du 13 novembre a provoqué des divisions et de la confusion dans le mouvement de libération du pays. « El Chino » parle de révolution socialiste, alors qu'il n'y a, de toute évidence, pas de conscience socialiste dans le pays. Il parle de « soviets », de « l'union des républiques socialistes des Caraïbes »... Il rêve... » Car pour Castro et pour Turcios il faut unir en vaste front révolutionnaire « l'immense majorité de la population, des secteurs très variés de la population autour du mouvement de libération de lutte menée contre l'impérialisme... »

En bref, il est reproché à Sosa de ne pas prôner l'internationale « anti-impérialiste » des paysans et ouvriers avec les bourgeois patriotes (comme le font des mouvements comme le M.I.R. péruvien ou les forces armées rebelles guatemaltèques) et de vouloir aller plus loin, ce qui déplairait souverainement au « grand allié russe ». Castro essaie donc de discréditer Sosa en affirmant avoir de « très sérieuses raisons de douter de ses aptitudes en tant que dirigeant révolutionnaire ». Et l'on peut prévoir qu'il agira de même avec tous les leaders guerilleros qui essaieront de dépasser le cadre de la lutte pour l'indépendance nationale. Au Pérou par exemple, le trotskiste Hugo Blanco moisit dans la prison de Arequipa depuis de nombreux mois et les « castristes » font autour de lui le mur du silence. Et ce n'est pas le moins tragique de voir des militants que l'exemple de Castro avait conduits au maquis être aujourd'hui condamnés, abandonnés pour ne pas avoir « compris » que les intérêts de l'Etat cubain primaient sur ceux de la guerilla latino-américaine.

L'APPUI DES STALINIENS PRO-RUSSES

Dans cette politique, Castro reçoit évidemment l'appui des staliniens pro-russes (comme le Parti Guatelmatèque du Travail) trop heureux de redorer un blason fortement décrépi par une politique assidue de collaboration de classes menée depuis des années. Et depuis un an ou deux les partis communistes d'Amérique Latine se sont décidés à appuyer, en paroles du moins, les guerillas. Sans d'ailleurs changer grand-chose à leur programme politique. Comme eux, les mouvements guerilleros réclamaient essentiellement l'indépendance nationale, la réforme agraire, la nationalisation des biens américains et le changement d'attitude a pu se faire sans un changement radical de politique. L'extension des guerillas était telle que les P.C. ne pouvaient les ignorer plus longtemps ou traiter leurs combattants d' « aventuriers ». De plus, à l'époque du conflit sino-soviétique, des fractions pro-chinoises s'étaient détachées de presque tous les Partis communistes latino-américains, fractions formées la plupart du temps de jeunes pour qui la position chinoise s'identifiait, sur le plan de leur pays, à la lutte des guerillas.

Forts de l'appui de Castro, les staliniens pro-russes vont maintenant essayer de prendre en main et de contrôler étroitement les guerillas qui jusqu'à maintenant leur échappaient. A cette fin, il n'est pas impossible qu'ils envoient même une partie de leurs militants dans les maquis pour les « diriger ».

FIN DES GUERRILLAS ?

Si les staliniens parviennent à contrôler les maquis, cela signifiera-t-il la fin des guerillas ? A court terme, probablement pas. Car malgré l'appui de Castro le discrédit des staliniens est tel qu'ils risquent d'avoir des difficultés à « contrôler » les maquisards. De plus, pour l'instant Castro n'a pas intérêt à faire disparaître les mouvements armés en Amérique Latine. L'impérialisme yankee ne lui a encore donné aucun gage de sa volonté de coexister avec Cuba et tant que les rapports ne seront pas normalisés entre Cuba et les U.S.A., les mouvements guerilleros constituent pour Castro un excellent contre-poids à la politique anti-cubaine de l'Organisation des Etats Américains.

Mais par contre, ce qui semble exclu aujourd'hui, c'est de voir Cuba aider un mouvement insurrectionnel à prendre le pouvoir dans une des vingt Républiques d'Amérique Latine. Cela occasionnerait obligatoirement une intervention de l'impérialisme yankee, une nouvelle tension entre l'U.R.S.S. et les U.S.A. et cela nuirait à une bonne politique de « coexistence pacifique ».

On risque donc d'assister à un pourrissement de la guerilla, Cuba les aidant suffisamment pour qu'elles ne disparaissent pas, mais faisant tout pour les empêcher de triompher.

ET L'IMPERIALISME ?

Mais les jeux sont loin d'être faits. Car, quels que soient les gages de bonne volonté que Castro peut donner aux U.S.A., quelle que soit la modération dont il fasse preuve dans l'avenir à son égard, rien ne laisse prévoir que l'impérialisme yankee tolèrera plus longtemps l'existence de la petite île. Car ce que les U.S.A. redoutent dans le « castrisme » plus que la personnalité ou la politique changeante du leader cubain, c'est que soit imité l'exemple que donnèrent le jeune Fidel et ses compagnons aux peuples latino-américains en arrachant par les armes leur indépendance à l'impérialisme yankee. Car pour le maquisard du Pérou, le guerillero du Venezuela ou l'insurgé du Guatemala, l'existence de Cuba, indépendamment de la politique de son gouvernement, prouve qu'il est possible de triompher. Et c'est cela le danger pour la chasse gardée U.S. qu'est l'Amérique Latine. Et la politique de « coexistence pacifique » de Castro risque rapidement de faire fiasco devant le refus des U.S.A. de « coexister » en paix. Et une politique plus agressive des U.S.A. risque de provoquer de nouvelles explosions qu'aucun « stalino-castriste » ne pourra arrêter ni contrôler ».

L. STERN.

VOIX OUVRIÈRE

ALORS que l'impérialisme ne parvient a développer les forces productives qu'en faisant planer sur l'humanité la menace de la mort thermo-nucléaire, que depuis des décades il n'y a pas eu une heure ou les armes se soient tues complètement à la surface du globe, la classe ouvrière, malgré sa combativité maintes et maintes fois vérifiée, n'est pas parvenue à accomplir sa destinée historique : détruire la société capitaliste pour édifier un ordre nouveau supprimant l'exploitation de l'homme par l'homme, abolissant les classes et l'Etat garant de l'injustice sociale.

Depuis la faillite de la IIe Internationale sombrant dans le chauvinisme en 1914, depuis la bureaucratisation du premier Etat ouvrier, l'Union Soviétique, et la transformation de l'Internationale Communiste en un simple representant des intérêts diplomatiques de la bureaucratie d'Etat russe, dans aucun des pays avancés du monde la classe ouvrière n'a reussi à créer une organisation de combat susceptible de lui faire conquérir le pouvoir.

Il est evident que le grand responsable de cette situation est le stalinisme. Il n'a pas seulement décime les révolutionnaires intègres, trahi les luttes révolutionnaires du prolétariat international, en Chine, en Allemagne, en Espagne, en France, il a aussi completement annihilé chez les militants et les ouvriers eux-mêmes la notion d'organisation du prolétariat.

De cette douloureuse experience de l'insuccès des tentatives de création d'une organisation « bolchevique-léniniste» capable d'accumuler l'expérience des luttes ouvrières, certains ont conclu que cette organisation n'était plus nécessaire, qu'elle était même nuisible d'autres s'accrochent desespérément aux basques des « grandes » organisations, d'autres encore sautent d'un courant de « pensée » à l'autre Plutôt que de s'atteler sérieusement à la tâche, ils n'ont fait que généraliser leur propre impuissance et leur propre insuffisance

Quant à nous, fidèles à la tradition de Lénine et de Trotsky, nous œuvrons dans la mesure de nos moyens à la construction d'un tel parti.

FACE

- **à la dégénérescence opportuniste des partis ouvriers traditionnels, parlementaristes et chauvins,**
- **a la bureaucratisation des organisations syndicales désertées par les travailleurs,**

« VOIX OUVRIERE » veut :

- **Défendre les idées révolutionnaires, dans la ligne de la révolution russe d'octobre 1917, des premières années de l'Internationale communiste, de la lutte de l'Opposition de gauche contre la bureaucratie stalinienne.**
- **Montrer la justesse du point de vue révolutionnaire dans les grands événements de la politique internationale comme dans les petits faits de l'exploitation quotidienne.**
- **Regrouper tous ceux qui militent sur le terrain de la lutte des classes.**
- **Contribuer à l'organisation du prolétariat sous toutes ses formes.**
- **Œuvrer à la construction du parti révolutionnaire nécessaire pour que puisse triompher la révolution socialiste mondiale.**

Une épée de Damoclès DE 25 MEGATONNES

DEPUIS plus d'un mois il n'y a pas de jour que la presse et la radio n'évoquent les recherches que les Américains poursuivent en Espagne, dans la province d'Almeria, pour retrouver la ou les bombes atomiques perdues lors de la catastrophe aérienne du 17 janvier.

Mais ce ne sont pas les précisions officielles qui encombrent ces bulletins d'information, ni en ce qui concerne le matériel « égaré », ni en ce qui concerne les dommages subis par des civils espagnols. Il apparait certain toutefois que des traces non négligeables de radio-activité ont été relevées sur certaines personnes qui se trouvaient sur les lieux de l'accident, et cela signifie que l'un des engins au moins s'est rompu en touchant le sol et que des quantités importantes de matière fissile se sont ainsi trouvées libérées. Quoi qu'en disent les autorités américaines, l'importance des contrôles auxquels a été soumise la population de la région concernée ne reflète pas seulement un souci de sécurité, elle reflète aussi l'importance du danger auquel elle a été exposée. Et il n'est pas exclu que l'Espagne compte bientôt les premiers morts civils de la troisième guerre mondiale.

Car c'est de cela qu'il s'agit. Que la bombe qui git au large de Palomarès soit ou ne soit pas récupérée n'est pas le plus important. L'accident d'Alméria est là pour nous rappeler que jour et nuit, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, les bombardiers américains du « Strategic Air Command », leur soute pleine d'armes nucléaires correspondant à la puissance de centaines, sinon de milliers de bombes A du type Hiroshima, poursuivent leur ronde autour du monde, ou plus précisément autour de l'U.R.S.S.

La justification officielle de cette tactique a de quoi faire dresser les cheveux. Suposons, disent les militaires américains, qu'une attaque nucléaire soviétique détruise au sol la force « de dissuasion » aérienne des U.S.A. Comment riposter alors ?

Une seule solution : maintenir constamment en vol et à portée de l'U.R.S.S. des bombardiers américains porteurs d'engins thermo-nucléaires.

A la modeste échelle du pétard de Reggane, les Mirages français, porteurs de bombes atomiques, exécutent régulièrement des sorties semblables.

Indépendamment de ce que l'on peut penser de la politique extérieure de l'U.R.S.S., et s'il y a agression, ce n'est sûrement pas de ce côté qu'elle surviendra, c'est une conception de la sécurité qui s'apparente à celle d'un monsieur qui voudrait dormir avec une grenade dégoupillée sous son oreiller par crainte des cambrioleurs.

Bien sûr, il y a des systèmes de sécurité de prévus, et plusieurs même. Mais si cela diminue les risques de catastrophe, cela ne les supprime absolument pas. Et les accidents comme ceux d'Almeria ne sont nullement exceptionnels. Depuis 1958, les seuls Etats-Unis en ont connu une quinzaine, et après le largage accidentel d'une bombe de 25 mégatones en 1962, le physicien américain Ralph Lapp aurait révélé que lorsqu'on retrouva l'engin, un seul des six systèmes de sécurité était encore verrouillé (cité par « Paris-Match » du 5 février).

La presse de gauche proteste — et à juste titre — contre ces survols. Mais le danger qu'ils représentent n'est rien à côté de ce que signifierait pour l'humanité une troisième guerre mondiale.

Et les chantres de la coexistence pacifique, ceux qui croient dur comme fer qu'une guerre thermo-nucléaire n'est pas possible, feraient bien de réfléchir que tout cela prouve que du côté de l'impérialisme au moins, c'est une éventualité qu'on n'écarte pas, et qu'au contraire on veut à chaque instant y être prêt et sérieusement prêt. Il n'y a guère que les partis de gauche, que les partis dits « communistes » pour s'imaginer que la guerre n'est pas possible.

Et ni les pétitions, ni les traités d'interdiction des essais d'engins thermo-nucléaires n'y changeront rien.

Et ce n'est pas quand les pilotes de B.52 auront reçu l'ordre d'aller larguer leurs bombes au-dessus de l'U.R.S.S. qu'il sera temps de faire quelque chose. Il sera trop tard. Le risque qu'une guerre thermo-nucléaire, c'est-à-dire que la survie de l'Impérialisme, représente est effectivement énormes et, aussi faibles qu'apparaissent aujourd'hui les révolutionnaires, c'est de leur capacité à construire une direction mondiale, à prendre en main la direction de la lutte des masses opprimées contre l'impérialisme que dépend en définitive l'avenir de l'humanité.

Yves LE GALL

CERCLE LÉON TROTSKY de Lyon

TOUS LES MARDIS, à 17 h. 30, à la BRASSERIE DE L'ETOILE, 1, cours Gambetta. Participation aux frais : 1 F.

CERCLE LÉON TROTSKY de Grenoble

Les prochaines réunions auront lieu les JEUDIS 10 et 24 février, à 20 h, à la SALLE DES TICKETS, PLACE SAINT-BRUNO. Les réunions suivantes auront lieu les 10 et 24 mars et ainsi de suite. Participation aux frais : 1 F.

CERCLE LÉON TROTSKY de Besançon

TOUS LES MERCREDIS, à 20 heures, au CAFE DU COMMERCE, 10, rue de la République. Participation aux frais : 1 F.

CERCLE LÉON TROTSKY de Dijon

TOUS LES VENDREDIS, à 20 h. 15, au CAFE DE LA RENAISSANCE, rue Chabot-Charny. Participation aux frais : 1 F.

Ces réunions ne sont pas publiques. Les invitations sont à retirer auprès de nos militants, dans nos permanences, ou en écrivant au Siège.

● THEATRE

« Chant public devant 2 chaises électriques »

d'Armand GATTI

LE T.N.P. présente actuellement une pièce d'A. Gatti mise en scène par l'auteur. Cette pièce se veut un débat destiné à nous faire prendre conscience et même position à propos de l'assassinat par la justice américaine de deux émigrés italiens, anarchistes, Sacco et Vanzetti. Arrêtés en 1920 pour un crime qu'ils n'avaient pas commis, ils furent condamnés à la chaise électrique et exécutés en 1927, malgré les nombreuses grèves et manifestations qui éclatèrent un peu partout dans le monde en signe de protestation.

Armand Gatti commence par nous transporter successivement à Los Angeles, à Boston puis à Hambourg, etc. : dans diverses salles de spectacle où des spectateurs sont censés assister à une pièce leur racontant l'histoire de Sacco et Vanzetti, et c'est à travers leurs conversations que nous apprenons comment s'est déroulée l'affaire, mais c'est avec beaucoup de mal que nous comprenons car tout est dilué dans une foule de banalités destinées sans doute à faire « vrai ».

A. Gatti, par des scènes « prises sur le vif » veut recréer l'atmosphère américaine de l'époque. La scène sur la « semaine du rire » par un certain nombre de gags et même de commentaires ironiques montre assez bien l'absurdité d'une société factice fondée sur le dollar et la publicité. Malheureusement on sacrifie le contenu à la forme et tout apparaît comme une suite de trouvailles souvent drôles mais mal reliées, c'est plus une revue de music-hall que du théâtre ; et toutes les tentatives pour montrer que cette affaire fut montée dans le cadre de mesures répressives contre les libertés ouvrières (interdiction des syndicats, poursuites des militants ouvriers, etc.), et qu'elle aurait très bien pu se passer ailleurs, restent insuffisantes. L'histoire de Sacco et Vanzetti n'est plus finalement qu'un prétexte pour faire du « nouveau théâtre ». Mais ce n'est certainement pas en créant des spectateurs fictifs que A. Gatti fera participer les spectateurs réels pas plus d'ailleurs que par ses effets réalistes.

Une cassure très nette se fait sentir avec la deuxième partie où s'arrêtent mise en scène et action : c'est un chant funèbre long et ennuyeux au lyrisme facile où l'on essaie d'affliger les spectateurs par un luxe de détails. Rien ne nous est épargné : la sœur de Sacco qui récite le « Je vous salue Marie », l'électricien qui « taille dans les habits les endroits où passent les fils », la conversion d'un blouson noir, etc.

Nous assistons à la révolte d'un humanitaire de gauche (« la gauche esthétique » comme dit l'Humanité), qui cherche surtout à faire du neuf, s'attaquant à la justice bourgeoise plutôt qu'à la bourgeoisie elle-même ; et nous pourrions poser une question à A. Gatti : « Que faire contre cette justice ? », mais il est bien trop occupé par la recherche de gagdets scéniques pour y répondre.

J. FANIAN.

VOIX OUVRIERE
29, rue de Château-Landon
Paris-Xe
Abonnement 6 mois : 10 F, au nom de Maurice Schrœdt. C.C.P. Paris 9424-78.

Directeur de publication : M. SCHRŒDT

Distribué par les N.M.P.P.

IMPRIMERIE DE LA PLAINE SAINT-DENIS
86, avenue du Président-Wilson
La Plaine-Saint-Denis (Seine)

Travail executé par des ouvriers syndiqués.

PERMANENCES

● PARIS :

Ve arrondissement : Café « Le Petit Cardinal », 29, rue Monge. Métro : Cardinal-Lemoine. **tous les samedis, de 14 à 17 h.**

Xe arrondissement : au siège de VOIX OUVRIERE, le **samedi de 16 à 20 heures.**

XIe arrondissement : Café « Au Rendez-vous des Chauffeurs », 33, Av. Philippe-Auguste, le mercredi de 17 h. 30 à 19 h. 30.

XIIIe arrondissement : Café « A l'Autobus - Chez Maxime », 117, avenue d'Italie. Métro : Maison-Blanche, le **jeudi de 17 à 19 heures.**

XIVe arrondissement : Café « Champagne », 127, avenue du Général-Leclerc. Métro : Porte d'Orléans, le **mercredi de 17 h 30 à 19 h 30.**

XVe arrondissement : Café « Au Métro », place Balard, **tous les jeudis, de 17 h. 30 à 19 heures.**

XVIIIe arrondissement : Café « Le Souterrain », 47, boulevard Ney. Métro : Porte de Clignancourt, le **mardi de 17 h 30 à 19 h 30.**

● BANLIEUE :

ARGENTEUIL : Café de Paris, 102, rue P. Vaillant-Couturier, **le samedi, de 13 à 15 h.**

BOULOGNE-BILLANCOURT. — Café « Le Phénix », 155, rue du Vieux-Pont-de-Sèvres (angle rue du Clamart, face au marché), **jeudis de 18 h à 19 h** au lieu **de 17 h 30 à 19 h.**

MONTREUIL. — « Le Tourangeau », 20, rue Galliéni (métro Croix de Chavaux), **le mercredi, de 17 à 19 heures.**

LEVALLOIS - Café « Au Terminus du Métro », (angle quai Michelet-Rue A.-France), **tous les mercredis de 17 h. à 19 h.**

● PROVINCE :

BESANÇON : Auberge Comtoise **les jeudis 24 février et 10 mars de 18 h 10 à 19 h 30.**

— Café Grandvelle, **les mercredis, de 17 h à 19 heures.**

BOURGES : Café-Bar « Rallye des Halles », place de la Nation (Salle de réunions), **3 et 17 mars, de 17 h 30 à 19 heures.**

CAEN : Bar Saint-Julien, 86, rue Geole, **les samedis 12 et 26 février, de 17 h à 19 heures.**

CLERMONT-FERRAND : « Café de France », 22, place Delille, **les 24 février et 10 mars, de 10 h à 12 h et de 17 h à 19 h.**

DIJON. — Café « La Renaissance, rue Chabot-Charny, **tous les vendredis de 18 h à 19 h 30.**

GRENOBLE: « Café d'Autrans » 5, cours Berriat, **les jeudis 24 février et 10 mars et samedi 5 mars, de 17 h 30 à 19 heures.**

— Café « Le Normandy », place Grenette, **24 février et 10 mars, de 15 à 17 heures.**

LYON : Café « Le Clos Vert », 113, rue de la Guillotière (face église Saint-Louis), le **samedi de 17 à 20 heures.**

Café « Les Etats-Unis » 137, avenue du Professeur-Beauvisage, Lyon-8e. **Le mercredi, de 17 h 30 à 19 h 30.**

MARSEILLE : Bar de la Treille, 15, place J.-Guesde (place d'Aix) **les 24 février et 10 mars, de 18 à 20 heures.**

MONTBELIARD .: Café de Mulhouse (face à la gare), **le samedi 26 février de 14 à 16 heures.**

ROUEN. — Café « Le Château d'Eau » 49 bis, pl. du Général-de-Gaulle (angle rue Louis-Ricard) **tous les vendredis de 17 h 30 à 19 h 30.**

SAINT-ETIENNE : Café-Restaurant, 23, rue des Tréfileries, **le jeudi 24 février et 10 mars, de 15 à 16 heures.**

SAINT-CHAMOND Café « Idéal-Bar », 4, rue Gambetta, **le jeudi 24 février et 10 mars, de 18 h à 19 h.**

SAINT-NAZAIRE : Café « Le Pélican », 104 bd V.-Hugo, **tous les samedis de 16 à 17 heures.**

TOULOUSE. - Changement de permanence : Café « Le Matelot », 7, rue des 3 Piliers (près place Arnaud Rénard), tous les **jeudis de 18 à 19 heures.**